

Rendons coup pour coup à Mitterrand-Balladur !

30 mars - C'est une véritable Chambre bleu horizon qui est sortie des urnes dimanche soir. Le second tour des législatives vient de donner à la coalition conservatrice giscard-gaulliste la plus forte majorité parlementaire de l'histoire de la V^e République - plus de 80 % des sièges. Mais comme le note *Libération* dans sa deuxième édition du 29 mars, « c'est moins la droite qui triomphe massivement en sièges, que les socialistes qui perdent les leurs en masse. Les électeurs de gauche ont censuré leurs représentants [...] ».

Avec l'arrivée de Balladur-Pasqua aux Affaires, la bourgeoisie a changé de conseil d'administration, tout en conservant pour l'instant son PDG - Mitterrand. La droite revancharde, poussée dans le dos par les fascistes, reprend les rênes du pouvoir pour intensifier le sale boulot antiouvrier et anti-immigrés que mène depuis douze ans la « gauche ». (Une « gauche » aujourd'hui trop usée pour poursuivre la politique de régression sociale au niveau réclamé par ses maîtres bourgeois.) Et la nomination de Pasqua à l'Intérieur souligne que la terreur contre les immigrés sera le fer de lance de l'offensive contre tous les travailleurs. La bourgeoisie espère pouvoir célébrer la (soi-disant) « mort du communisme » en écrasant sous son talon de fer les exploités et les opprimés. Mais les luttes des travailleurs vont lui montrer que les idéaux émancipateurs du communisme - qui s'expriment dans notre programme - sont toujours bien vivants !

Les partis de la droite parlementaire ont le triomphe modeste, et les débats mesurés sur la « cohabitation » montrent que la droite et Mitterrand, défenseurs de l'« ordre » capitaliste, ne tiennent pas à déclencher de crise politique. Dans les



La banderole de la LTF lors de la manifestation du 6 février à Paris

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes !

antichambres des ministères comme sur les plateaux de télévision, c'est la « courtoisie » qui préside aujourd'hui aux rapports entre les représentants politiques directs de la bourgeoisie et ses larbins sociaux-démocrates.

Le secret de cette soudaine civilité n'est rien d'autre que l'inquiétude face au « désordre » social largement répandue

dans les milieux bourgeois. La feuille patronale *la Tribune-Desfossés* s'en faisait ainsi l'écho le lendemain même du second tour: « L'opposition devenue écrasante majorité saura-t-elle privilégier la compétitivité des entreprises sans sacrifier la cohésion sociale ? » Derrière le miroir déformant du parlement, la bourgeoisie et ses politiciens savent bien que c'est sur

le terrain de la lutte des classes que les choses sérieuses se décideront.

Pour défendre ses profits (mis à mal par la guerre économique interimpérialiste exacerbée par la crise du capitalisme et l'ouverture des marchés à l'Est), la bourgeoisie française est décidée à renforcer son exploitation de la classe ou-

Suite page 10

Moscou: foire d'empoigne entre contre-révolutionnaires capitalistes

23 mars - L'antagonisme entre le président russe Boris Eltsine et le Congrès de Russie, présidé par Rouslan Khasboulatov, a maintenant fait éclater la crise politique la plus aiguë qu'ait connue le régime contre-révolutionnaire depuis qu'Eltsine s'est emparé des leviers du pouvoir en août 1991. Le 20 mars, Eltsine a proclamé un régime présidentiel direct, c'est-à-dire une dictature bonapartiste, et a décrété un plébiscite le 25 avril pour conforter sa position. Cette décision d'Eltsine a provoqué une profonde divi-

sion parmi les dirigeants de l'Etat capitaliste rudimentaire qui existe en Russie. Malgré les rodomontades des conseillers impérialistes d'Eltsine qui affirment que la Russie pourra en 500 jours arriver sans heurts à un capitalisme complet, ce faible régime contre-révolutionnaire est dans une impasse.

Ce que le *Time* (29 mars) appelle « le coup de poker d'Eltsine » pourrait conduire celui-ci à sa perte. Son vice-président et opposant de longue date Alexandre Routskoï, général d'aviation qui nourrit lui-même des ambitions bonapartistes, a dénoncé la décision d'Eltsine comme menaçant de provoquer une « scission dans l'Etat et la société ». Le ministre de la Justice d'Eltsine a démissionné en signe de protestation. Le prési-

Suite page 8

Un officier anti-Eltsine harangue un rassemblement devant le Parlement russe. La seule voie pour sortir du chaos contre-révolutionnaire est que la classe ouvrière lutte pour le pouvoir.



NEW YORK SPARTACIST LEAGUE

BOX 444 CANAL STREET STATION

NEW YORK, N.Y. 10013

212 267-1025

M2651 - 123 - 5.00 F



Lettre sur l'excision

Dans notre numéro de septembre 1992, nous avons publié deux articles intitulés « Le crime de l'excision » et « La ségrégation raciste perpétue les mutilations rituelles en France », deux articles initialement parus dans le numéro 41 (été/automne 1992) de Women and Revolution, le journal de la commission du comité central de la Spartacist League/US pour le travail parmi les femmes. La nécessité de dénoncer et de combattre la pratique des mutilations des organes génitaux féminins, dont souffrent plus de 90 millions de femmes, notamment en Afrique subsaharienne, est particulièrement cruciale en France, où sont de plus en plus nombreux ceux qui cherchent refuge en fuyant la misère et les conflits en Afrique. Alors même qu'ils comptent parmi les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière française, un grand nombre de ces immigrés sont toujours liés aux pratiques culturelles de leur pays d'origine. C'est ainsi que le GAMS, section française du Comité

inter-africain sur les pratiques traditionnelles, estime que pas moins de 25 000 femmes et petites filles, aujourd'hui en France, soit ont été excisées soit risquent de subir ce rite barbare.

Depuis la publication de notre article, l'été dernier, l'Etat français a continué à poursuivre ceux qui font subir cette abominable mutilation à des petites filles. Le 8 janvier, un tribunal parisien condamnait une Gambienne de 34 ans à un an de prison ferme (et quatre ans supplémentaires avec sursis), en vertu de l'article 312 du Code pénal. En 1987, Teneng Jahate, qui pourtant résidait en France depuis une dizaine d'années, avait payé une sage-femme quelques centaines de francs pour exciser ses deux filles, âgées de un et deux ans. Ces deux petites filles, victimes d'hémorragies et d'infections dûrent être hospitalisées d'urgence une semaine plus tard. Jahate a été laissée en liberté en attendant un jugement en appel (une procédure exceptionnelle); c'est la première fois

qu'un des parents d'une enfant excisée est condamné à une peine de prison ferme.

En moins d'un mois, trois autres verdicts ont été prononcés, contre des immigrés maliens. Le 15 janvier, en Seine-Saint-Denis, Koumba Diané a été condamnée à cinq ans de prison avec sursis pour l'infibulation de sa fille, âgée d'un mois; trois semaines plus tard, un homme dont le nom n'a pas été révélé a été condamné à un mois de prison ferme et trois ans avec sursis et ses deux épouses à quatre ans avec sursis, pour l'excision de leurs deux petites filles. A Paris, Takie Traoré et Kora Doukoré, qui avaient fait exciser leurs enfants en 1989, ont été toutes deux condamnées à cinq ans de prison avec sursis (bien que le procureur ait requis une peine de prison ferme).

Nous reproduisons ci-dessous une lettre adressée au Bolchévik en réponse à nos articles, par Linda Weil-Curiel, avocate, porte-parole de l'association pour la défense des droits des femmes SOS Femmes Alternative et engagée dans la lutte contre les mutilations des organes génitaux féminins en France. Linda Weil-Curiel est bien connue pour avoir défendu Aminata Diop, une Malienne de 22 ans réfugiée en France pour échapper aux mutilations génitales. L'asile politique a été refusé à Aminata Diop par l'Etat français qui, dans une décision ouvertement raciste, a proclamé que de telles mutilations ne constituaient pas une violation de la convention de Genève. Bien que la cour d'appel ait plus tard annulé le jugement général sur les mutilations, elle a confirmé le refus d'accorder l'asile politique à Aminata Diop, à qui il fut conseillé de se placer sous la protection... du gouvernement malien! La lettre de Linda Weil-Curiel, que nous reproduisons ci-dessous, est suivie d'une réponse du Bolchévik.

Paris, le 1^{er} octobre 1992

Chère Madame,

J'ai lu avec grand intérêt le numéro du Bolchévik que vous m'avez envoyé et j'ai remis à Aminata celui qui lui était destiné.

L'article de fond est remarquable.

Le second contient plusieurs inexactitudes.

Je regrette par exemple que me soient prêtées certaines considérations, notamment lorsqu'il est écrit en bas de la page 11 que selon moi « l'excision était vue par le gouvernement français comme un "problème culturel" plutôt que comme un crime ».

Il s'agit là de la position adoptée par des intellectuels, parmi lesquels de nombreux ethnologues tels que Monsieur Meillassoux mentionné dans l'article, certains magistrats et malheureusement de nombreux médecins.

Rectificatifs

Dans notre article « Intervention impérialiste en Somalie sous couvert de l'ONU - Mitterrand, Clinton: hors d'Afrique! » (le Bolchévik n° 122), nous écrivions qu'« au Rwanda, 400 militaires français sont engagés depuis des mois aux côtés du régime, basé sur la minorité Hutu, dans la sanglante guerre civile qui l'oppose à l'ethnie majoritaire, les Tutsi ». En réalité, au Rwanda, les Hutu constituent l'ethnie majoritaire (plus de 80% de la population) et les Tutsi l'ethnie minoritaire.

C'est dans le n° 1273 de Lutte Ouvrière qu'a été publié l'article « L'affaire du foulard islamique relancée par la lâcheté du gouvernement et du conseil d'Etat », et non dans le n° 1278 comme nous l'avons indiqué par erreur dans notre article « Foulards à Villeneuve-la-Garenne - LO en campagne raciste » (le Bolchévik n° 122).

En revanche plusieurs membres du gouvernement notamment Monsieur Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'Intégration, et Monsieur Michel Rocard à l'époque premier ministre, ont pris clairement position contre l'excision.

D'ailleurs lorsque des cas d'excision viennent à être connus de la Justice, les dossiers sont maintenant ouverts au criminel.

Au contraire de ce que l'article souligne encore, la presse n'a eu aucune attitude voyeuriste mais s'est en majeure partie efforcée de souligner le contexte culturel et social des parents mis en cause pour en tirer de larges circonstances atténuantes.

Enfin, il n'est pas juridiquement exact d'écrire que les Koulibaly ont été « rétroactivement jugés »; il est faux de dire qu'ils n'ont pu suivre les débats en français à la Cour, car ils étaient assistés d'interprètes, et il faut se rappeler que Monsieur Koulibaly est en France depuis plus de vingt ans; quant à sa première épouse, Sémitte elle est arrivée en France en 1979 et Madame Keita également.

Il existe donc une nuance entre le refus de parler ou de comprendre le français et une réelle incapacité.

Bien cordialement vôtre.

Linda Weil-Curiel

P.S. Je reçois à l'instant la nouvelle que le Conseil d'Etat a déclaré admissible le pourvoi en cassation formé contre la décision rejetant la demande d'Aminata.

L'instruction du dossier va pouvoir suivre son cours devant le Conseil d'Etat.

Paris, le 31 mars 1993

Chère maître,

Nous avons bien apprécié vos remarques sur notre article du Bolchévik. Veuillez accepter nos excuses si nous avons déformé certains de vos propos dans la conversation que nous avons eue l'été dernier. Merci pour les informations récentes sur la situation d'Aminata Diop; nous espérons que vous nous tiendrez informés, afin que nous puissions continuer à porter ces informations à la connaissance de nos lecteurs.

En réponse à votre lettre, nous voudrions aborder certains points particuliers. La loi introduite dans le Code pénal en 1981 (article 312) concerne les « violences et voies de fait » à l'encontre d'« un enfant âgé de moins de quinze ans ». Ce n'est qu'en août 1983 qu'un arrêt de la Cour d'appel a décidé que l'excision du clitoris constituait une mutilation au sens de l'article 312. Les Koulibaly avaient fait exciser leurs filles entre 1982 et 1983, avant donc que cet acte soit devenu cri-

Suite page 9

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: François Donau (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann (rédacteur en chef), Josie Thanner, Jean Thimbault.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Xavier Gomez.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Roto Paris Presse

Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles

signés ne reflètent pas nécessairement le point de

vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs

relevant de la convention collective nationale des

imprimeries de Travail et des industries graphiques.

Martha Phillips sur la Journée internationale des femmes

A l'occasion de la célébration ouvrière socialiste qu'est la Journée internationale des femmes, nous reproduisons un extrait d'un rapport présenté par notre camarade Martha Phillips le 8 mars 1983 à San Francisco. Cela fait maintenant un an que Martha a été assassinée à Moscou, où elle était la plus connue des camarades qui combattent pour le programme de l'internationalisme trotskyste. Martha a été une source d'inspiration pour beaucoup de jeunes camarades femmes. Sa brûlante indignation devant tout acte d'oppression et son engagement à apprendre de la Révolution russe et à l'étendre ont été des traits caractéristiques de toute sa vie politique; son forum sur la Journée internationale des femmes reflétait bien ces deux thèmes centraux de sa vie.

Lors du deuxième anniversaire de la Révolution russe, Lénine a choisi de parler de la question femmes. Je crois que cela a été un de ses plus grands discours, et je voudrais commencer essentiellement avec ça. Lénine dit: « La bourgeoisie et ses partisans nous accusent de violer la démocratie. Nous affirmons que la révolution soviétique a donné une impulsion sans précédent au progrès de la démocratie en profondeur et en largeur; la démocratie pour les travailleurs [...], à la différence de la démocratie bourgeoise (pour les exploités, les capitalistes, les riches). Qui a raison? »

Il poursuit en examinant la question femmes. Il dit: « La démocratie bourgeoise promet en paroles l'égalité et la liberté. En fait, les femmes [...] n'ont reçu nulle part, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, l'égalité juridique avec les hommes [...] ». Et c'est toujours le cas. Cela fait maintenant 200 ans que la Révolution française a eu lieu, et aux Etats-Unis, soi-disant terre de liberté, la bourgeoisie - Démocrates et Républicains - est complètement incapable de voter une simple déclaration stipulant que les femmes devraient avoir les mêmes droits légaux que les hommes.

Lénine continue maintenant son discours dans la même veine, et il parle de comment l'objet de la loi bourgeoise est de tout faire pour donner des privilèges à l'homme, pour humilier et avilir les femmes. Et j'ai réfléchi à ce mot « humilier ». Car comment pourrait-on appeler cela autrement qu'humiliation - la réaction dans ce pays, la lutte contre l'avortement, contre la contraception, les campagnes de délation, le chômage, les femmes noires vivant de l'aide sociale. C'est précisément de cela que parlait Lénine, de l'humiliation des ouvrières, des opprimés, même dans le contexte de la loi.

En l'espace de quelques semaines après la Révolution de 1917, les bolchéviks, le parti de Lénine et Trotsky, ont promulgué des lois qui, dans tous les domaines, démantelaient tout ce qui disait que les femmes n'étaient pas les égales des hommes. Et ils ont fait beaucoup plus que cela. Aujourd'hui, la Révolution russe, ses acquis, existent toujours: l'économie planifiée ouvrière, le monopole du commerce extérieur. Et aujourd'hui, c'est nous, les trotskystes qui, en tant que continuité du léninisme dans le monde moderne, sommes les seuls à dire quelque chose de très simple: que nous devons défendre la révolution qui a été faite afin de pouvoir aller de l'avant pour faire la nouvelle révolution, que nous devons défendre l'Union soviétique.

Et cela signifie que les intérêts des femmes, les intérêts des travailleurs, ne doivent pas être subordonnés aux préoccupations étroites, nationalistes, mesquines de la bureaucratie soviétique. Parce que depuis 1924, c'est la clique bureaucratique de Staline, portée par la vague de conservatisme qui a balayé la Russie après la mort de Lénine - après l'échec de la Révolution allemande - qui a consolidé cette bureaucratie nationale et qui a usurpé le pouvoir des mains de la classe ouvrière. Ce que nous voulons, c'est regagner ce pouvoir.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen

Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon

Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Les JCR dans les législatives: Contre le front populaire ou avec ?

Le tract que nous reproduisons ci-après a été publié en vue de la Fête nationale de l'Égalité, le journal des JCR, qui s'est tenue à Paris le 13 mars dernier.

Cet automne, la LCR mandélinienne a coupé le cordon ombilical avec les JCR, son organisation de jeunesse, exclues sans autre forme de procès. « C'était devenu une secte dogmatique », justifia Krivine. « Ils organisaient des débats avec les spartacistes [...]. Nous étions en désaccord sur tout » (Libération, 3 décembre 1992). En fait, sentant la pression du programme trotskyste des spartacistes de la LCI, la direction des JCR participa, le 25 septembre dernier, à un meeting-débat avec nous, mais elle a tout fait pour vacciner contre le virus du spartacisme ses militants en mouvement à gauche. Nous avons rendu compte de ce meeting-débat dans le Bolchévik n° 121 (novembre-décembre) où nous répondons également à la diatribe antispartaciste à laquelle s'est livré le dirigeant des JCR, Damien Elliott, contre une opposition de gauche dans le PST algérien de Mandel. (Ce document d'Elliott est reproduit dans notre brochure « Haine du trotskysme, haine du spartacisme » n° 1.)

Après avoir été mis à la porte par Krivine, les JCR ont été prises dans la tourmente, une partie finissant par se démoraliser pendant qu'une autre (regroupée notamment autour du journal l'Égalité sociale) rampait pour réintégrer la maison-mère. Et ce, au moment même où, lors de son meeting électoral du 17 mars à Nantes, Krivine avoue publiquement : « Nous ne nous réclamons pas du trotskysme. » Lors des élections législatives, certains envisageaient de voter PCF dès le premier tour, d'autres ont soutenu l'opération front-populiste de la LCR « Engagement pour changer à gauche »,

La Ligue trotskyste a toujours dit non à Mitterrand



Le numéro de juin 1981 du journal ouvrier qui n'a jamais appelé à voter Mitterrand.

Der Spiegel



Les charlatans pseudo-trotskystes de la LCR ont salué la « victoire du 10 mai ».

tandis que leur organisation présentait – en opposition prétendue à l'opération de la LCR – une candidature à Paris, celle de Raymond Debord, sous l'étiquette « Opposition ouvrière ». Face à de tels regroupements centristes, il est nécessaire de répondre à leurs contradictions souvent manifestes. Nous avons donc offert d'apporter un soutien critique conditionnel au candidat des JCR, la condition étant qu'il refuse sans ambiguïté aucune d'appeler à voter pour un quelconque parti membre d'un front populaire.

Mais sur cette question clé, si certains

membres des JCR voulant combattre pour l'indépendance de classe ont manifesté leur refus de voter pour le PS ou le PCF, par contre leur direction a maintenu une ambiguïté délibérée. Ainsi, quand un de nos camarades est intervenu, le 13 mars, dans le meeting qui clôturait la Fête de l'Égalité et a demandé quelle serait leur consigne de vote pour le second tour, le candidat Debord a tout bonnement refusé de répondre !

Bien loin d'apporter la clarté et l'intransigeance révolutionnaires, la liste « Opposition ouvrière » a été en fait une

occasion pour la direction des JCR de constituer un bloc politique pourri. Leur candidature a reçu le soutien du GSI (des exclus lambertoides du PT-PCI social-démocrate), de quelques anciens membres du PCF et des « Cercles communistes Prométhée » (lire l'encadré, page 4).

Aujourd'hui, la direction des JCR cherche à ressouder les rangs de ses militants désorientés par sa confusion centriste en les lançant dans l'opération « Jeunes contre le racisme en Europe » (JRE). Après avoir fait pendant des années de ses militants des rabatteurs pour SOS-Racisme, désormais aussi discrédité que son patron Mitterrand. Mais en guise de « lutte antiraciste », la direction des JRE a fait la preuve de sa prostration réformiste. En Allemagne, elle a notamment refusé les offres de nos camarades du SpAD de participer aux actions de défense du foyer d'immigrés de Berlin et même de soutien aux quatre antifascistes poursuivis par l'Etat bourgeois pour avoir arraché un drapeau nazi. A la place, la direction des JRE soutient les « chaînes lumineuses » (lire nos articles en pages 6 et 7).

Les jeunes qui veulent combattre la ségrégation et la terreur racistes et qui, pour ce faire, veulent lier ce combat au combat contre le capitalisme doivent examiner les actions que la LCI a organisées aussi bien à Vancouver qu'à Berlin ; ils doivent se tourner vers notre programme. Rejoignez notre lutte pour reformer la Quatrième Internationale !

Les candidats de Mitterrand, totalement discrédités, s'apprentent à subir une cinglante défaite dans les élections législatives de mars 93. Le front populaire de collaboration de classes, antiouvrier, est mort et son cadavre décomposé empoisonne les organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Après douze ans aux affaires, Mitterrand ouvre la voie à la réaction comme l'avait fait en son temps Léon Blum (sans parler d'Allende au Chili).

Le PCF mis à genoux par sa participation au premier gouvernement Mitterrand est aujourd'hui frappé de plein fouet par l'effondrement du stalinisme et le triom-

Suite page 4

Fête de « l'Égalité »

Le PST algérien capitule devant l'arriération

A la Fête de l'Égalité à Paris, le 13 mars, un des forums-débats était consacré à l'Algérie. Le rapport était présenté par un porte-parole du PST, section du SU en Algérie. Il s'est limité à une description journalistique de la situation, sans offrir la moindre perspective pour les travailleurs et opprimés algériens. En particulier, il ne soufflait mot d'une question brûlante entre toutes, la question femmes.

Aujourd'hui en Algérie, la question femmes est un des points d'achoppement de la bataille entre réaction et révolution. S'il veut mobiliser la puissance sociale du prolétariat pour écraser les islamistes du FIS, balayer le régime néo-colonial corrompu et instaurer le pouvoir des travailleurs – un gouvernement ouvrier et paysan –, un parti trotskyste doit se faire le champion infatigable et intransigent de la lutte pour l'émancipation des femmes. Mais quand on a pour perspective de lutter non pour la révolution prolétarienne mais pour une chimérique démocratie parlementaire bourgeoise, comme le fait le PST avec son « Front ouvrier populaire », la lutte pour l'émancipation des femmes passe nécessairement à la trappe.

Dans ce forum, une camarade de la LCI est intervenue pour insister sur le fait que le programme trotskyste de révolution permanente devait être le cœur d'une perspective révolutionnaire pour l'Algérie. A l'époque impérialiste, les bourgeoisies des pays capitalistes retardataires et dominés sont trop faibles et trop liées à l'impérialisme pour être capables d'accomplir les tâches démocratiques historiquement associées aux révolutions bourgeoises. La solution véritable des tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, en alliance avec les masses paysannes et plébéiennes opprimées, et l'extension internationale de la révolution socialiste, notamment aux métropoles impérialistes. Nous trotskystes, sommes confiants que les femmes algériennes, qui ont joué un rôle héroïque dans la guerre de libération nationale victorieuse contre le colonialisme français, prendront une place éminente comme combattantes et dirigeantes de la révolution socialiste.

Notre camarade a demandé au représentant du PST quelle était sa position par rapport au texte du dirigeant des JCR Damien Elliott « Vraie plate-forme trotskyste ou plate-forme spartaciste » (re-

produit dans notre brochure « Haine du trotskysme, haine du spartacisme » n° 1). Dans ce document adressé aux militants du PST algérien, Elliott attaque les positions de la LCI, notamment sur la question femmes. On peut y lire en particulier qu'en Algérie avancer des mots d'ordre comme « Avortement libre et gratuit pour les mineures » et « Pour des crèches ouvertes 24 h sur 24 » est de l'« imbécillité ultra-gauchiste ». Qu'en pense donc le PST ?

Un débat s'est alors réellement engagé, surtout à la suite de la réponse du représentant du PST à notre intervention. Après s'être excusé pour ne pas avoir eu le « temps » de parler de la question femmes (après presque 45 minutes d'exposé !), il a insisté que le travail pour la libération des femmes ne concerne que les camarades femmes ; enfin, il a dit qu'il est d'accord avec Elliott parce que dans un pays comme l'Algérie, avec beaucoup de préjugés arriérés, « on ne peut pas avancer ce genre de choses », même si on est « d'accord » avec. On aura donc compris que la lutte pour l'émancipation des femmes ne concerne en rien les

Suite page 9

JCR...

Suite de la page 3

phe de la contre-révolution dans l'ex-URSS et les Pays de l'Est. Le PCF n'a plus d'autre perspective que de recommencer et, tel Sisyphe, poussé à une nouvelle Union de la gauche-front populaire. A la soi-disant « extrême gauche », la LCR, qui avait soutenu activement la candidature de Mitterrand et crié victoire en 1981, poussée par les vents de la guerre froide, s'est ossifiée en une organisation social-démocrate et a échoué dans les débris de la « dissidence » du PCF et du PS. Elle aussi cherche à reconstituer une nouvelle mouture de l'Union de la gauche avec son bloc électoral « Engagement pour changer à gauche ».

« Douze ans ça suffit ! », s'exclament les JCR-l'Egalité. L'ancienne organisation de jeunesse de la LCR, exclue en novembre dernier par Krivine, présente un candidat dans le XIII^e arrondissement parisien sous le signe de l'« opposition ouvrière » au gouvernement Mitterrand et à sa « politique antiouvrière, anti-jeunes, anti-immigrés ». Mais douze ans durant, la LCR a persisté à apporter ses suffrages à la coalition mitterrandiste dont, en 1981, elle se vantait d'être la « quatrième composante », voire la cinquième roue. Camarades, pour offrir aujourd'hui une alternative de classe au prolétariat, il faut s'opposer au front populaire dès sa naissance, en 1972. C'est ce qu'a fait la tendance spartaciste internationale (aujourd'hui Ligue communiste internationale) et sa section française, la Ligue trotskyste, qui est bien connue pour n'avoir jamais appelé à voter Mitterrand.

En juillet 1992, dans une journée d'études des JCR, son dirigeant, Damien Elliott, avait même fait publiquement l'éloge de notre opposition principielle à un vote pour des partis ouvriers membres d'un front populaire, formation politique bourgeoise. Il refusait néanmoins de prendre position contre le vote pour Mitterrand en 1981. Nombre de militants des JCR veulent vraiment s'opposer au front populaire. Ils doivent pour ce faire rompre sans faux-fuyants avec la trop longue histoire des capitulations de la LCR. Ils doivent rompre de façon décisive non seulement avec la « refondation de la gauche » mais aussi avec toute la politique front-populiste de la LCR-SU et de toute l'« extrême gauche » domestiquée.

Les JCR affirment offrir une alternative révolutionnaire aux jeunes militants entrés en opposition au Secrétariat « unifié » (SU), discrédité, qui a soutenu Mitterrand et autres fronts populaires à travers le monde et qui est complice de la destruction des Etats ouvriers, destruction sur laquelle se développe la barbarie du « nouvel ordre mondial » impérialiste. Leur candidature d'« opposition ouvrière » se déclare « en opposition totale aux partisans de l'unité avec la bourgeoisie et les nantis ». Bonne formule, et nous ne pourrions que la reconnaître comme un pas dans la bonne direction si cette « opposition totale » déclarée s'exprimait dans des réponses claires aux questions clés. Dans ce cas, nous serions amenés à considérer un soutien critique à la « liste d'opposition ouvrière ». Mais la clarté c'est précisément ce qui manque dans la

« Prométhée » : l'antispertacisme flasque

Quelle utilité les « Cercles communistes Prométhée » peuvent-ils donc avoir pour les dirigeants des JCR ? Ce qu'a surtout à offrir à Debord et consorts cette entité flasque, organisée (si l'on ose dire) autour du bulletin *Prométhée*, c'est l'antispertacisme dont fait profession son chef, Emile Fabrol, ancien membre de notre organisation.

Lors de la Fête de l'Egalité, ledit Fabrol s'est tristement illustré à propos de l'exclusion d'une école de Villeneuve-la-Garenne d'une jeune fille d'origine maghrébine portant le foulard, une exclusion perpétrée par LO. Il a ignoblement couvert LO en répondant à nos camarades que nous sommes contre le voile en Afghanistan mais pas en France... Combattre le voile, symbole de l'oppression des femmes, en excluant de l'école les jeunes filles qui le portent ? ! Dans la France pourrie de chauvinisme et de racisme, ce n'est rien d'autre qu'un acte de discrimination raciste ! Grattez un peu l'« antiracisme » de Fabrol, vous trouverez un vulgaire social-chauvin.

Quant à sa soi-disant défense des femmes en Afghanistan, parlons-en. Comme nos camarades l'ont rappelé lors d'un forum de la Fête animé par Fabrol, les couards qui ont fondé *Prométhée* ont déserté nos rangs, en 1989, précisément quand nous avons proposé de constituer des brigades internationales pour l'Afghanistan contre les bandes de mollahs réac-

tionnaires (soutenus par les impérialistes) et leur barbarie antifemmes. Continuant à démasquer les poses « anti-impérialistes » à bon marché que *Prométhée* affiche aujourd'hui sur les Balkans, nos camarades ont rappelé qu'en août 1990 *Prométhée* a refusé de défendre l'Irak qu'il a renvoyé dos à dos avec ses agresseurs impérialistes (voir *Prométhée* n° 6).

Quelque temps après, au moment des mobilisations contre la guerre du Golfe, ils feront (sans même le dire) un tournant à 180°, signant même (en bloc avec Pouvoir ouvrier notamment) un tract daté du 15 novembre 1990 appelant à « la victoire du régime baasiste irakien » (*Prométhée* n° 7). Une position de soutien politique contre laquelle (nouveau tournant !) ils polémiquent aujourd'hui, dans une déclaration publiée le 15 août 1992, ... après nous l'avoir attribuée (alors qu'ils savent pertinemment que notre soutien à l'Irak était militaire : « Défense de l'Irak ! Que les Bush et Mitterrand coulent dans le Golfe ! ») Une falsification éhontée reprise à son compte par leur nouvel ami Damien Elliott qui fait feu de tout bois pour immuniser ses militants contre notre organisation !

On raconte que Staline aimait à dire que le papier acceptait tout ce que l'on pouvait écrire dessus. Le papier sur lequel est imprimé *Prométhée* est visiblement d'une espèce particulièrement tolérante.

plate-forme électorale de l'« opposition ouvrière » qui cristallise la confusion centrisme des JCR. Regardons-y de plus près.

On peut d'abord noter qu'il n'y a rien sur l'outre-hexagone et encore moins sur la question des questions pour les révolutionnaires : la question russe. Pas un mot sur la défaite historique qu'a subie le prolétariat international avec la disparition de l'URSS en tant qu'Etat ouvrier dégénéré, avec la consolidation d'un Etat restaurationniste-capitaliste sous la houlette d'Eltsine. Et pourquoi donc, alors que la bourgeoisie internationale proclame à grand son de trompe la « fin du communisme » et que nombre d'ouvriers qui voyaient dans l'URSS la « patrie du socialisme » cherchent une réponse et une alternative ? Eh bien parce qu'il semble que le porte-parole des JCR est soulagé et pense que la question russe n'est plus à l'ordre du jour depuis qu'il a décidé que le coup d'Etat d'Eltsine marquait la fin de l'Etat ouvrier soviétique. Une candidature trotskyste aurait profité de la tribune électorale pour s'adresser à ces ouvriers et leur expliquer comment Trotsky a lutté dès le début contre le stalinisme et mis en garde que ce dernier minait les acquis d'Octobre.

Cette lacune n'est pas due au hasard. A l'époque, la position de la direction des JCR était en fait un soutien déguisé à Eltsine. Comme nous l'écrivions dans une « Lettre ouverte aux JCR-l'Egalité », à propos de la brochure de Damien Elliott « De la chute du stalinisme à la formation

de la CEI », « Elliot affirme catégoriquement que le coup d'Etat d'Eltsine a déchaîné la contre-révolution, mais il tire un trait d'égalité entre les forces sociales représentées par Eltsine, les putschistes et Gorbatchev ; il laisse aussi entendre que les quelques milliers de personnes qui étaient sur les barricades d'Eltsine pouvaient être "gagnées" [...]. Il pense qu'Eltsine est un contre-révolutionnaire, mais il veut "fraterniser" avec ses troupes de choc au lieu de les écraser ! » (*Le Bolchévick* n° 120, septembre 1992). En revanche, la LCI a distribué des milliers de tracts à travers l'URSS, avec le titre « Ouvriers soviétiques : repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » Si une telle mobilisation ouvrière avait eu lieu, elle aurait constitué le début de la révolution politique prolétarienne, pour restaurer le pouvoir des travailleurs dans l'Etat ouvrier.

Et qu'en est-il de la guerre du Golfe ? Beaucoup de militants des JCR sont entrés en opposition au SU parce qu'ils voulaient combattre leur propre impérialisme qui massacrait les Irakiens. (Certains de ces militants portaient même, sous forme de badge, notre mot d'ordre « Que les Bush et Mitterrand coulent dans le Golfe ! ») Ils peuvent aujourd'hui entendre leur candidat Raymond Debord réclamer « l'arrêt de la politique colonialiste, raciste et impérialiste de la France » (*l'Egalité* n° 18, février) - c'est-à-dire une France capitaliste démocratique ! ? Il ne peut y avoir d'« arrêt de la politique impérialiste » mais destruction de l'impérialisme, qui n'est que le stade suprême du capitalisme. Contre le centrisme Kautsky qui lui aussi affirmait que l'impérialisme était une politique, Lénine polémiquait, dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (*Oeuvres*, tome 22), que c'est « [opposer] à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier [...]. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois ».

Le réformisme c'est le soutien à sa bourgeoisie nationale, notamment face à ses concurrents étrangers, et jusque dans la guerre interimpérialiste. La

plate-forme des JCR propose un programme de protectionnisme bourgeois. Y a-t-il une autre interprétation possible quand elle appelle, dans le cadre d'une « politique de gauche », à la « rupture avec la logique de Maastricht et les diktats de la CEE », au « monopole d'Etat sur le commerce extérieur », à la « réorganisation des échanges avec tous les pays »... dans le cadre du capitalisme ? C'est le même langage que le PCF utilisait dans ses « programmes » pour une « démocratie avancée » qui ont préparé le terrain à la signature du « Programme commun » en 1972. Et aujourd'hui nous vivons une campagne chauvine protectionniste au moment même où s'accélère la guerre commerciale entre les divers brigands impérialistes.

C'est dans ce cadre hexagonal et protectionniste que Raymond Debord avance son programme qui revient à réformer l'Etat bourgeois et ses institutions. Dans son programme électoral, on peut dénicher une ou deux revendications du *Programme de transition* de Trotsky, émoussées, isolées, détachées de la perspective de la mobilisation du prolétariat pour la prise du pouvoir - ce qui est la négation même de la fonction de telles revendications : « Aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste » (*Programme de transition*). Au contraire, le programme des JCR affirme qu'on peut satisfaire les besoins des masses en restant dans les limites de la propriété et de l'Etat capitalistes : « Une autre politique, tournée, elle, vers la satisfaction des besoins sociaux et la défense des plus défavorisés, nécessiterait des mesures hardies n'hésitant pas à emprunter [sic] sur les prérogatives des possédants ». Plus clair encore, le supplément à *l'Egalité* du 6 février reprenait à son compte les remèdes éculés du réformisme, qui font le bonheur du PCF et de LO, en appelant à « faire payer les riches et créer des emplois » !

Les JCR accusent, à juste titre, la LCR de vouloir « restaurer le pouvoir du parlement dans un cadre qu'on suppose être celui de la V^e République » (*l'Egalité* n° 18, février). Mais c'est pour proposer une démocratie parlementaire « vraiment démocratique », leur direction appelant, avec des accents dignes de Lambert et Matti, à la « liquidation des institutions antidémocratiques de la V^e République » pour instaurer une « assemblée parlementaire unique, élue à la proportionnelle » où - prostitution de la mesure révolutionnaire de la Commune de Paris, qui avait détruit l'Etat bourgeois - les élus seraient payés « au salaire moyen d'un ouvrier ». En quelque sorte, une IV^e République démocratique et bon marché !

Pas si bon marché que ça, en vérité. La direction des JCR, qui ne l'oublions pas) prétend être pour l'indépendance de classe, réclame dans la foulée le « financement public des partis dans des conditions de stricte égalité »... Sans doute Raymond Debord et consorts rêvent-ils tout haut de remplacer les subsides de la LCR par les largesses de l'Etat bourgeois, et de s'intégrer ainsi avec délices à ce qu'Engels appelait fort justement « la cochonnerie bourgeoise ». Il y a près de 80 ans de cela, Lénine avait mis à nu les racines matérielles de l'opportunisme : l'achat des directions des organisations ouvrières par la bourgeoisie, leur intégration dans l'Etat capitaliste. C'est l'institutionnalisation de cette corruption que réclame la direction des JCR ! Et de plus, qui paie le violoneux choisit la chanson.

La plate-forme des JCR demande aussi une « épuration et réorganisation de fond en comble de la police » - la police des Bousquet et Papon qui raffait les Juifs pour les camps de la mort nazis, qui a perpétré le pogrome anti-algérien du 17 octobre 1961 et qui fait aujourd'hui régner la terreur raciste dans les banlieues ! La réforme de la police est la revendication type des réformistes qui créent l'illusion criminelle que l'on pourrait réformer

COURS-DEBATS DE LA LTF - FACULTE DE TOLBIAC

Université de Paris I, 90 rue de Tolbiac 75013 Paris (M° Tolbiac)
11ème étage - 16h30

- Mercredi 7 avril : La Révolution bolchévique de 1917 a montré la voie !
- Mercredi 28 avril : Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé
- Mercredi 5 mai : L'Algérie et la révolution permanente : Ecrasez le FIS ! Renversez le gouvernement bourgeois ! Libération des femmes par la révolution socialiste !
- Mercredi 12 mai : La lutte de la LCI pour reforcer la Quatrième Internationale

Pour plus de renseignements, contacter la LTF : 42 08 01 49

l'Etat bourgeois. Heureusement, beaucoup parmi les exploités et les opprimés de ce pays comprennent mieux que les charlatans « marxistes » qui dirigent les JCR que cette machine répressive sanginaire est et restera leur ennemi implacable. Ce que les marxistes authentiques doivent leur enseigner, c'est le moyen de la mettre définitivement hors d'état de nuire, en lui opposant la puissance du prolétariat organisé et mobilisé dans la lutte pour instaurer son propre pouvoir d'Etat. A l'opposé des Marchais, Krivine et Debord, nous trotskystes disons : « *Flics, hors des cités-ghettos !* », « *Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !* », « *Groupes de défense des quartiers immigrés !* »

Les JCR, il y a un an et demi de cela, reprenaient dans leur « Programme d'action » les « *Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés* » et écrivaient que « *pour en finir une bonne fois pour toutes avec les fascistes, l'autodéfense des jeunes, des travailleurs, des immigrés et de leurs organisations est indispensable* » (supplément à *l'Egalité*, septembre 1991). Oui, mais à l'approche des législatives, les dirigeants des JCR ont passé à la trappe leurs prétentions épisodiques à la lutte antifasciste. De fait, le mot « fasciste » n'apparaît même pas dans leur plateforme électorale.

Lors du 6 février, les JCR distribuaient un supplément spécial de *l'Egalité*, publié pour la manifestation du même jour, intitulé « *Français-immigrés - Ne nous laissons pas diviser* ». Aucune perspective pour mobiliser les éléments avancés de la classe ouvrière et de la jeunesse dans la lutte contre la ségrégation et la terreur racistes, mais un fatras d'arguments « pédagogiques » visant à ouvrir les yeux « *aux travailleurs qui se laissent bernier par les discours racistes* ». Ces travailleurs arriérés pouvaient y apprendre, par exemple, que « *chasser les immigrés de leur emploi et de la France ne serait pas une solution au problème du chômage* »...

A ce préchi-précha peu ragoûtant tiré tout droit de l'arsenal habituel des réformistes du PCF et de LO, il ne manque même pas les dénonciations du « *milliardaire Le Pen* ». Mais c'est en présentant Le Pen non comme le fasciste qu'il est mais comme un politicien bourgeois comme les autres (ne se distinguant que par sa démagogie populiste) que les Marchais et Laguiller justifient leur passivité criminelle face aux fascistes. Pourtant il y a un an, *l'Egalité* déclarait que « *seule la classe ouvrière et ses organisations pourra mettre en échec le FN enrayer en luttant sur leurs propres revendications* » (*l'Egalité* n° 11). Aux militants des JCR qui veulent lutter contre le Front national autrement qu'en paroles, nous disons qu'il est plus que temps d'opposer aux crimes fascistes des mobilisations ouvrières/immigrées de front unique de masse, basées sur les syndicats, pour écraser ces nervis avant qu'ils nous écrasent.

Raymond Debord couronne son programme par l'appel à un « *gouvernement ouvrier et populaire* ». Il y a peu encore, la presse des JCR parlait de « *gouvernement ouvrier* ». Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier fait partie de l'arsenal politique fondamental des communistes, comme une désignation propagandiste, évocatrice - et donc populaire dans le bon sens du terme - de la dictature du prolétariat : un gouvernement basé sur les organes de pouvoir ouvrier nés de la mobilisation extraparlamentaire du prolétariat qui a détruit l'Etat bourgeois. C'est sur cette perspective que nous cherchons à mobiliser le prolétariat, en tant que classe indépendante, contre toutes les variantes de pièges parlementaristes de collaboration de classes que travaillent activement à reconstruire les Marchais, Krivine et consorts.

Les stalinien ont présenté le « *front populaire* » comme une alliance entre les ouvriers et la petite-bourgeoisie - les « *classes populaires* » - pour asseoir « *contre la réaction* » la démocratie parle-

Mandel déclare qu'il débattrait avec les spartacistes

Nous attendons

Inaugurant une série de « séminaires » où le droit d'entrée se paie très cher, le dirigeant du Secrétariat unifié (SU) Ernest Mandel a donné en février dernier à New York une conférence à 10 dollars [60 francs] l'entrée sur « La crise du néo-libéralisme ». Il aurait été plus approprié de l'intituler « La crise du néo-kautskysme du SU ». Quelque 50 vétérans de Solidarity et de Socialist Action [les groupes affiliés au SU aux Etats-Unis] et une poignée d'autres ont écouté la polémique devenue classique de Mandel contre les « étiquettes » : « *Socialistes, communistes, ça ne fait aucune différence*. »

Cela n'a effectivement aucune importance pour ce centrisme pour toutes les saisons. Selon Mandel, les « *trois tâches* » des marxistes aujourd'hui sont une suite de clichés libéraux banals : défendre « *toutes les revendications des masses qui correspondent à leurs besoins réels, tels qu'elles les voient* » ; pour « *l'identification totale aux droits de l'homme* », au « *féminisme radical, [à] l'environnement* » ; pour la « *réunification du socialisme et de la liberté* » - comme s'ils étaient opposés !

De toute évidence, la lutte de classe, la révolution socialiste et un parti trotskyste ne sont pas assez dans le vent pour Mandel. Il n'est pas surprenant que pendant sa conférence il n'ait fait qu'une seule fois référence à la contre-révolution qui a ravagé l'Europe de l'Est et l'ex-URSS, en notant laconiquement que « *le chômage augmente pour la première fois dans les sociétés bureaucratiques post-capitalistes* ».

Le SU a de bonnes raisons de rester bouche cousue sur cette question, ayant salué chacune des forces contre-révolutionnaires dans les ex-Etats ouvriers déformés et dégénéré, depuis Solidarność en Pologne jusqu'aux Frères de la forêt nazis en Estonie et jusqu'à l'ascension contre-révolutionnaire d'Eltsine en août 1991. A présent, il nie tout bonnement que la contre-révolution capitaliste ait eu lieu dans tout l'ex-bloc soviétique.

Quand un de nos représentants, membre de la Spartacist League, prit la

parole pour souligner la responsabilité politique du SU dans la contre-révolution d'Eltsine, le brillant professeur « marxiste » grilla un fusible, interrompant notre camarade pour exiger « *une preuve* ». Il est possible que Mandel soit trop occupé par son circuit de conférences pour lire les publications de sa propre organisation, mais il lui fut immédiatement présenté une citation tirée d'un article publié dans *Inprecor* du 29 août 1991 et écrit par Catherine Verla, cadre dirigeante du SU, qui argumentait sur la nécessité de « *lutter aux côtés d'Eltsine* ».

Quand un deuxième orateur spartaciste a été coupé par le président de séance après une seule phrase, malgré les protestations d'un tiers de l'assistance, un grand tumulte s'ensuivit, président et orateur parlant en même temps au milieu d'appels de la salle pour que Mandel limite ses commentaires. Quelques interpellations bien placées sur le respect impeccable de la démocratie ouvrière par James P. Cannon ajoutèrent à la bouffonnerie de la scène ; l'embarras se lisait sur les visages des sympathisants américains désunis du SU (qui préfèrent faire comme si la Spartacist League n'existait pas).

Mandel consacra l'essentiel de ses deux très longues « réponses aux questions » à polémiquer directement contre nous (y compris sur des questions que notre orateur n'avait jamais soulevées dans son intervention) ; ce faisant, il insista à plusieurs reprises que si nous organisions un meeting, il débattrait avec nous. Un camarade de la Spartacist League (SL) lui ayant lancé : « *Est-ce vrai - nous aurons un débat ?* », Mandel répondit : « *Oui, oui*. » L'échange se poursuivit :

SL : « *Tu débattras avec nous ? Tu es d'accord ?* »

Mandel : « *Oui, absolument. Organisez votre meeting*. »

SL : « *Trente minutes pour chaque camp, OK ?* »

Mandel : « *Je répète : Si vous organi-*

sez un meeting, vous me donnez trente minutes, je parlerai à votre meeting. »

Eh bien, nous verrons. Trois jours plus tard, Mandel a reçu en main propre un défi à débattre de la Ligue communiste internationale, reproduit ci-dessous. « *Vous aurez certainement une réponse*, déclara Mandel après avoir lu la lettre, *mais je suis un camarade discipliné, vous devrez donc attendre. Je ne peux pas faire ça tout seul*. »

Cela faisait longtemps que, dans un SU notoirement désuni, on avait entendu quelqu'un invoquer la « discipline ». Mais nous attendons, camarade Mandel.

24 février 1993

Ernest Mandel

Cher camarade Mandel,

Au cours du forum de la Marxist School du dimanche 21 février, tu as affirmé à plusieurs reprises que tu débattrais avec un représentant de notre organisation si nous t'invitions à un meeting organisé par la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Nous acceptons cette offre et t'invitions à un meeting public à une date à fixer ensemble. Nous suggérons un débat sur le sujet « *La question russe et l'écroulement du stalinisme* ». Nous préférierions tenir ce meeting à Berlin, mais nous sommes ouverts à d'autres suggestions (par exemple Londres ou Paris).

Nous acceptons également la modalité de 30 minutes par orateur que tu as suggérée. Bien entendu, nous aimerions aussi que les personnes présentes dans l'assistance aient la possibilité de s'exprimer, et nous suggérons un tour de parole minuté, suivi par des conclusions pour toi-même et notre représentant.

Naturellement, nous sommes prêts à discuter de toute modification que tu pourras proposer.

Fraternellement,
Alastair Green.

pour la Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

mentaire (bourgeoise). En réalité, le front populaire est un instrument pour subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie, pavant ainsi la voie à la réaction. La formule de « *gouvernement ouvrier et populaire* » implique elle aussi un bloc entre le prolétariat et une soi-disant « *classe populaire* ». Elle cherche à concilier l'inconciliable : la dictature du prolétariat et le parlementarisme (qui est une forme de la dictature de la bourgeoisie). Rien de nouveau sous le pâle soleil du centrisme. Déjà, en 1918-19, le maître du centrisme Kautsky essaya de concilier les soviets et la démocratie parlementaire bourgeoise, avec le résultat catastrophique que l'on connaît : la défaite de la révolution allemande.

Revenons à l'affirmation des JCR de présenter une « *opposition totale aux partisans de l'unité avec la bourgeoisie et les nantis* ». Qu'est-ce que cela veut dire dans la pratique ? Nous devons exiger des camarades des JCR qu'ils se définissent. Pour que les révolutionnaires puissent donner un soutien critique à une telle candidature, celle-ci doit représenter une rupture claire avec le front populaire. L'éditorial de *l'Egalité* n° 18 (février) précise que les JCR soutiendront, aux législatives, « *des candidats s'affirmant clairement révolutionnaires et anticapitalis-*

tes, des candidats contre le gouvernement et contre tout compromis avec des réformistes ».

Et d'appeler à voter pour les candidats de LO. Il faut aussi un certain culot pour prétendre que LO serait « *révolutionnaire* » ou même « *contre le gouvernement* », surtout après avoir déclaré dans *l'Egalité* n° 15 (octobre dernier), après le référendum sur le traité de Maastricht et la scandaleuse abstention de LO qui a aidé à sauver le régime Mitterrand à l'agonie, que « *LO a sa part de responsabilité dans la victoire du OUI le 20 septembre, les travailleurs sauront le lui rappeler* ». Manifestement, la direction des JCR a, elle, préféré l'oublier, pour les besoins de ses petites manœuvres ! En plus, et surtout, parce que LO chasse sur les terres électorales du fasciste Le Pen à qui elle dispute les suffrages des « *petites gens* » racistes à coups de démagogie « *sécuritaire* ». Ceux-là mêmes que la direction des JCR ose qualifier de « *révolutionnaires* » viennent juste de se vanter d'avoir participé activement à un odieux acte de ségrégation raciste : l'expulsion d'un collège de Villeneuve-la-Garenne d'une adolescente d'origine maghrébine qui portait un foulard en classe. Quel militant des JCR voulant vraiment combattre la ségrégation raciste oserait

aujourd'hui faire campagne pour LO ? !

Ensuite, on trouve l'appel à voter pour des candidats de la LCR « *là où ceux-ci ne soutiennent pas "l'engagement pour changer la gauche"* ». Nous ne connaissons pas de tels candidats de la LCR, et le fait même de se présenter sur les listes de Krivine et Cie nie toute prétention à s'opposer au front populaire.

Pour être concret sur cette question clé, quelle est la position de Raymond Debord sur la « *consigne de vote* » au second tour ? Il est frappant que l'expression « *front populaire* », pour caractériser la coalition mitterrandienne, n'apparaisse même pas dans sa propagande - ce qui indique une volonté de se laisser une marge de manœuvre. Appellera-t-il à voter pour les candidats du PS ou du PCF ? Ou son opposition affichée aux gouvernements Mitterrand s'arrêtera-t-elle au moment où les choses deviendront sérieuses ? Si les JCR déclaraient tout de go qu'elles ne soutiendraient aucun des candidats des fronts populaires en décomposition ou en gestation, nous, trotskystes, accorderions un soutien critique, très critique, à leur candidat, malgré son programme pourri.

En 1917, les bolchéviks n'ont donné aucun soutien aux menchéviks et socialis-

Suite page 11

Alors que les fascistes « commémorent » la prise du pouvoir par Hitler Berlin : défense d'un foyer immigré

Berlin, 4 février - Dans l'après-midi du samedi 30 janvier, quelque 100 000 manifestants antinazis ont participé à une « chaîne lumineuse » autour de la porte de Brandebourg, le symbole du nationalisme allemand. C'était le 60^e anniversaire de la nomination par Hindenburg de Hitler comme chancelier du Reich, nomination qui mena directement à la Deuxième Guerre mondiale et à l'Holocauste. Des politiciens bourgeois ont pieusement proclamé « Plus jamais ». Mais l'an dernier, les statistiques officielles ont recensé presque 2 300 agressions d'extrême droite, dont 17 meurtres. Les agressions nazies sont devenues monnaie courante dans la si démocratique Allemagne.

Rien que la semaine dernière, à Schwerin des fascistes ont incendié un foyer pour étrangers demandeurs d'asile politique, tandis qu'à Düsseldorf un autre foyer était encerclé par une horde de skinheads qui lançaient des pierres et criaient des insultes racistes. Et la communauté juive de Berlin a révélé qu'elle a été assaillie de menaces anonymes, demandant aux Juifs de « quitter l'Allemagne avant samedi ». Pendant ce temps, les politiciens de Bonn - des libéraux-démocrates (FDP) aux chrétiens-démocrates (CDU) en passant par les sociaux-démocrates (SPD) - se préparent à mettre en application le programme des fascistes, « Etrangers dehors », en vidant le droit d'asile de son contenu.

Dans le même temps, le pogrome nazi de l'été dernier à Rostock et l'assassinat par des fascistes de membres d'une famille turque à Mölln ont provoqué une vague d'indignation, y compris contre l'hypocrisie des bourgeois/réformistes qui expulsent les réfugiés - les skinheads « avec une cravate et la raie au milieu », pour reprendre la définition que l'écrivain Günter Grass donne de Seiters, le ministre fédéral de l'Intérieur. Et cela a suscité une vague de protestations de la part de la jeunesse de gauche. Le Komitee für soziale Verteidigung (KfsV - Comité de défense sociale), soutenu par le Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) auquel il est associé, a appelé à une action de front unique pour mobiliser la puissance du mouvement ouvrier contre la terreur nazie. Sous le titre « Ouvriers, immigrés, antifascistes : défendons les foyers ! », un tract du KfsV daté du 20



Dans la manifestation du 30 janvier à Berlin, un cortège combatif s'était rassemblé derrière la banderole du KfsV, qui appelait à une défense ouvrière des foyers immigrés contre la terreur nazie.

janvier soulignait : « A certains endroits, les syndicats ont déjà signé pour "parrainer" des foyers voisins ou, comme dans le cas de Hoesch à Dortmund, ont organisé des réseaux d'alerte téléphoniques pour protéger des collègues immigrés menacés. C'est un début, mais ce qui est nécessaire ce sont des groupes ouvriers de défense déterminés, organisés, devant les foyers, et des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour empêcher les provocations fascistes. » Cet appel du KfsV a été soutenu par de nombreux syndicalistes de la région de Berlin et de Halle-Bitterfeld, dans l'ex-RDA.

Le 30 janvier, pendant que les bougies étaient allumées sur Unter den Linden, un certain nombre de personnes, principalement des jeunes, se rassemblaient sous la bannière du KfsV afin d'organiser, cette nuit-là, la protection d'un important foyer immigré dans la région de Berlin. « Les chaînes lumineuses ne défendent pas les immigrés », était-il proclamé à un mégaphone : « Plaçons les foyers sous la défense des ouvriers ! » Nettement plus de cent personnes, dont beaucoup de jeunes venus de plusieurs quartiers de Berlin ainsi que de Halle, Leipzig et Hambourg, participèrent à cette action de défense qui fut couronnée de succès. Outre le SpAD, étaient présents des

membres de la section de Lichtenberg du Parti du socialisme démocratique (PDS) et d'autres organisations de gauche et antifascistes. Un communiqué de presse du KfsV publié le 31 janvier relate ce qui s'est passé : « Les immigrés eurent la possibilité de passer une nuit paisible et de lier connaissance avec les défenseurs. Mais au petit matin, après que les nazis eurent à plusieurs reprises fait le tour du foyer, des provocateurs fascistes ont tiré au pistolet lacrymogène sur les gardes postés à l'une des entrées du foyer ; ceux-ci furent immédiatement renforcés et, lors de la provocation suivante, une voiture nazie fut repoussée de façon décisive. Quelques nazis laissèrent derrière eux leurs bottes et leur bomber. »

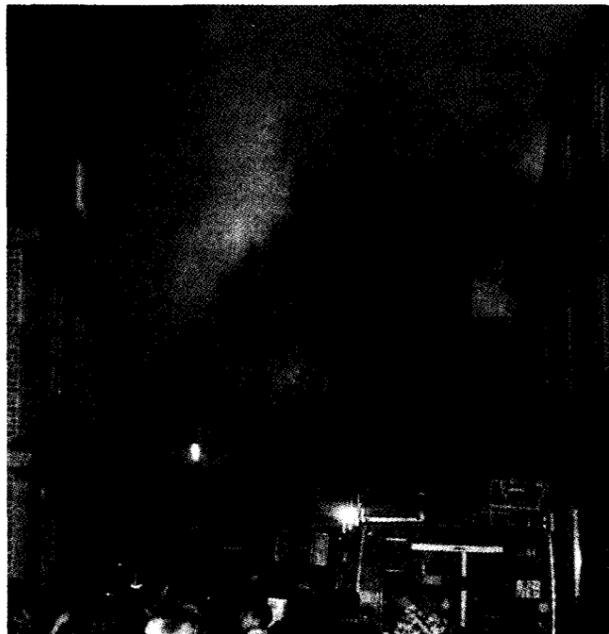
La nuit précédente, le KfsV avait organisé rapidement des patrouilles quand fut annoncée une possible attaque fasciste contre les foyers. Et dans la nuit du 30 au 31 janvier, des patrouilles furent effectuées autour d'un petit foyer se trouvant dans un secteur éloigné, connu pour des attaques nazies contre les immigrés et d'autres habitants. Des résidents du foyer remercièrent plus tard le KfsV pour cette action de défense, en soulignant qu'il y avait eu des menaces de l'extrême droite les mois précédents et que la police avait précédemment effec-

tué à plusieurs reprises des descentes dans les dortoirs.

Le front populaire : chaînes lumineuses et flics

Les agressions fascistes meurtrières et les pogromes ont bipolarisé l'Allemagne, et l'exacerbation des tensions sociales a exercé une pression grandissante sur les réformistes. Le SPD est principalement préoccupé de démontrer sa « capacité à gouverner » dans un gouvernement bourgeois. Engholm, le chef du SPD, et ses acolytes parlaient auparavant du « traitement expéditif » des réfugiés (ainsi que de « camps de regroupement » qui ressemblent aux camps de concentration), maintenant, sous la pression de la CDU de Kohl, ils se prononcent directement contre le droit d'asile. La social-démocratie a réagi lorsqu'un nombre significatif de syndicalistes ont soutenu l'appel du KfsV pour la défense ouvrière des foyers d'immigrés, en particulier dans l'ÖTV, le syndicat de la fonction publique, qui a infligé un camouflet à Kohl avec la puissante grève du printemps dernier. Les bureaucrates syndicaux du SPD se sont donc mobilisés pour empêcher que les soutiens formels ne se transforment en participation réelle des syndicats à l'action de défense.

De son côté, le PDS, au lieu de mobiliser contre les nazis les 29 et 30 janvier, était occupé à discuter de la question de participer ou non à des manifestations concurrentes. (Néanmoins, quelques organisations locales du PDS ont soutenu activement l'action de défense des foyers du 30 janvier, et notamment le groupe du PDS au conseil municipal de Bitterfeld.) Ayant été exclus de la liste des orateurs de la manifestation de front populaire du 30 janvier, les dirigeants du PDS découvrirent que « les bougies ne remplacent pas une mauvaise politique » (*Neues Deutschland*, 1^{er} février). De leur côté, les dirigeants de la JRE (Jeunesse contre le racisme en Europe) déclarent que « les chaînes lumineuses étaient un signe impressionnant de protestation » et y participent avec enthousiasme. Alors qu'à l'Est la jeunesse du PDS a rejoint la JRE, la direction de cette organisation est entre les mains du groupe Voran (associé avec



Les skinheads nazis assassinent et font régner la terreur dans tout le Quatrième Reich. A droite, dans cette maison de Mölln, une bombe incendiaire placée par des fascistes a tué une famille turque.

le groupe social-démocrate britannique Militant), qui depuis des dizaines d'années est une opposition de « gauche » domestique loyale à l'intérieur du SPD.

Les « chaînes lumineuses » et la police – voilà ce qu'aujourd'hui les réformistes préconisent contre les fascistes. Même de nombreux jeunes qui s'orientent vers les autonomes ont des illusions dans la police, au moins dans la police de Berlin, pensant que quand elle est là, les fascistes n'attaquent pas. Cela rappelle les sociaux-démocrates des années 30 qui suppliaient : « Staat, greif zu ! » (Etat, intervient !) Alors, beaucoup pensaient que la police recrutée du SPD ne s'attaquerait pas aux ouvriers ; aujourd'hui, certains pensent que l'ex-police de la RDA ne soutiendra pas les fascistes. Mais regardez simplement Rostock où la police a passé un accord avec les fascistes pour qu'ils mènent leur pogrome et qui a bloqué les militants de gauche.

Le PDS appelle à davantage de flics contre les nazis. Voran a appelé au « contrôle syndical » de la police. Nous, trotskystes, défendons au contraire l'axiome fondamental énoncé par Marx, Engels et Lénine, comme quoi l'Etat bourgeois est le noyau dur de la domination de classe capitaliste ; les fascistes sont les troupes de choc du capital, par conséquent les flics et les tribunaux seront inévitablement utilisés contre la gauche, le mouvement ouvrier et les opprimés.

Quant aux « chaînes lumineuses », elles ne servent qu'à enchaîner les opprimés à leurs oppresseurs, dans un grand front populaire qui s'étend de la gauche pseudo-marxiste au gouvernement de coalition de Bonn, en passant par le PDS et le SPD ; tout cela sert à améliorer

l'image de l'Allemagne à l'étranger, ainsi que (et pas incidemment) les exportations du capital allemand. Pendant ce temps, les spartakistes, qui ont déchiré l'énorme drapeau nazi à la porte de Brandebourg en juin dernier, sont poursuivis en justice devant le même tribunal où s'est déroulé le procès-spectacle d'Erich Honecker, accusés d'avoir détruit un « objet d'art » !

Construisons un parti léniniste-trotskyiste !

Notre organisation de la défense du foyer d'immigrés les 30 et 31 janvier était une action exemplaire, visant à mettre en pratique le programme trotskyiste de mobilisations ouvrières contre la menace fasciste. Du fait de la contre-offensive et de la contre-mobilisation social-démocrates contre l'initiative du KfsV, nous n'avons pu, cette fois-ci, réaliser une défense ouvrière complète, avec une participation organisée des syndicats. La plupart des participants étaient des jeunes d'origine ouvrière, dont certains regardent vers les autonomes comme représentant un rejet radical de la société bourgeoise. Mais en contraste direct avec les autonomes semi-anarchistes, le front unique de défense du foyer à l'initiative du KfsV était caractérisé par une discipline prolétarienne efficace.

Aujourd'hui les fascistes n'osent pas se montrer ouvertement à Berlin, sauf sous la protection directe des flics. Si les nazis tentent d'organiser une provocation ouverte, il doit y avoir une mobilisation unie du mouvement ouvrier pour disperser ces terroristes meurtriers et pour les extirper de leurs trous à rats. C'est ce que le SpAD et le KfsV ont cherché à faire

contre la marche nazie à Halle, le 9 novembre 1991, c'est ce pour quoi nous continuons à lutter aujourd'hui. Et c'est ce que nos camarades canadiens ont fait en janvier dernier à Vancouver, quand 3 000 syndicalistes, militants de gauche et membres des minorités ont mis les nazis en déroute [voir notre article en page 12].

Avant que les colonnes de Hitler franchissent les portes du pouvoir, Trotsky avait appelé à maintes reprises à un front unique ouvrier englobant les principales organisations du prolétariat allemand, notamment dans sa brochure *Et maintenant ?* (janvier 1932), qui fut distribuée à des dizaines de milliers d'exemplaires. C'est un lieu commun aujourd'hui de dire que si la politique de Trotsky avait alors été suivie, les nazis ne seraient jamais arrivés au pouvoir.

La clé est la question du parti révolutionnaire, qui s'instruit de l'expérience de la lutte des classes, apprenant à ses cadres à s'adresser aux couches les plus conscientes des ouvriers et à les rassembler pour l'action derrière leurs intérêts de classe. Les trotskystes allemands dans les années 1930 étaient faibles et isolés. Mais même dans ces conditions, ils cherchèrent à mettre leur programme de lutte de classe en pratique. Un comité ouvrier de lutte, à l'initiative de l'Opposition de gauche trotskyiste, fut fondé au début de 1932 à Oranienbourg, près de Berlin ; y participaient le KPD (parti communiste), le SPD, des syndicats et des comités de chômeurs ; il mit en place cet été-là un *Schutzstaffel* ouvrier (groupe de défense).

Le front unique ouvrier pour lequel combattent les trotskystes est la mise en application des leçons de l'organisation –

couronnée de succès – du prolétariat par les bolchéviks dans la Révolution russe d'octobre 1917. Aujourd'hui, la bourgeoisie allemande revanchiste cherche à réécrire l'histoire pour en faire disparaître le bolchévisme, et en particulier à renverser sa propre défaite lors de la bataille de Stalingrad. La reddition de la *Wehrmacht* à Stalingrad, le 31 janvier 1943, a marqué une victoire héroïque de l'Armée rouge, qui démontrait la vitalité des conquêtes d'Octobre même après deux décennies de dégénérescence bureaucratique stalinienne. Mais cinq décennies plus tard, la contre-révolution a triomphé dans l'Ex-Union soviétique, comme elle avait triomphé auparavant en Allemagne de l'Est, sans résistance décisive de la classe ouvrière.

Le SpAD, qui seul a dit « Nein » à la réunification capitaliste, sans aucun « si », « et » ou « mais », continue aujourd'hui à combattre les conséquences dévastatrices de cette contre-révolution – la moins importante n'étant pas la montée de la terreur nazie. Alors que la bourgeoisie allemande essaie d'imposer aux ouvriers de l'Est et de l'Ouest le coût de sa victoire, au travers du mensonge d'un « pacte de solidarité », le SPD, le PDS et les autres réformistes marchandent sur les modalités des baisses de salaire et du démantèlement des programmes sociaux. Au contraire, les spartakistes appellent à la lutte de classe inflexible du prolétariat, et notamment de sa composante immigrée stratégique, pour défendre ses intérêts contre l'ennemi commun et pour balayer la peste fasciste en détruisant le système capitaliste qui la nourrit.

– Traduit de Workers Vanguard n°569

Non-lieu pour les spartakistes qui ont arraché le drapeau nazi

Berlin, 17 février – Aujourd'hui même, lors d'un procès qui s'est tenu au tribunal administratif de Tiergarten, une ordonnance de non-lieu a été prononcée en faveur de quatre militants du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) et du Komitee für Soziale Verteidigung (KfsV) qui étaient accusés d'avoir arraché en juin 1992, à la Pariser Galerie près de la porte de Brandebourg, un énorme drapeau à croix gammée. Toralf Endruweit, porte-parole spartakiste et candidat du SpAD dans les élections parlementaires de mars 1990 en RDA, déclara dans sa déposition devant le tribunal : « Comme le montrent les nombreuses déclarations de soutien, la cour a eu, pour s'exprimer avec modération, des palpitations cardiaques. »

Il continua : « Nous ne permettrons pas que ce drapeau dégoulinant de sang flotte où que ce soit. Nous l'avons arraché et brûlé le 23 juin 1992. Nous sommes fiers de cela, et nous le referons si nécessaire. Nous l'avons fait au nom de tous les antifascistes. »

Une centaine de manifestants s'étaient rassemblés avant le début du procès devant l'entrée du tribunal, aux cris de « Croix gammée veut dire génocide, détruisons ce drapeau partout ! » et « 1, 2, 3, 4 – Pas de drapeau nazi ici ! 5, 6, 7, 8 – Stoppons les nazis par la puissance ouvrière ! » Des représentants du Groupe juif de Berlin, du PDS (Parti du socialisme démocratique), du SDAJ (Jeunes ouvriers socialistes allemands), du KPD/ML (Parti communiste d'Allemagne/marxiste-léniniste), ainsi que du SpAD, prirent la parole lors de la manifestation organisée par le KfsV, à laquelle de nombreux jeunes antifascistes participèrent.

Lors de la manifestation, Atiye Eksi



Lors du rassemblement devant le tribunal de Berlin, le 17 février, les quatre spartakistes arrêtés pour avoir arraché un drapeau nazi

prononça une déclaration émouvante : « Mon fils Mete Eksi a été assassiné il y a un an par de jeunes racistes. Ils n'ont pas encore été mis en jugement. Ils ont été libérés. Mais ceux qui le 23 juin 1992 ont détruit le drapeau nazi vont être traînés en justice le 17 février 1993. Vivons-nous encore sous le Troisième Reich ? L'Allemagne n'a-t-elle pas surmonté cette période ? » De plus, aujourd'hui, le procureur de Berlin a déposé plainte contre des amis turcs de Mete Eksi pour le « crime » d'avoir survécu à l'attaque fasciste lors de laquelle ce dernier a été tué.

Les accusations contre les quatre spartakistes, Werner Brand, Renate Dahlhaus, Toralf Endruweit et Ronald Krüger, ont été

portées dans le contexte d'une monstrueuse montée de la terreur nazie et des meurtres racistes dans toute l'Allemagne. A Rostock, il a maintenant été confirmé, pour tous ceux qui ont des yeux pour voir, que la police a conclu un pacte avec les bandes nazies qui ont incendié un foyer d'immigrés. 115 Vietnamiens ont échappé de justesse à la mort. Comme le déclarait Werner Brand, porte-parole du KfsV : « C'était un pogrome autorisé par l'Etat ! Maintenant, le régime de Bonn applique le programme des nazis à l'échelle nationale, avec le soutien énergique du SPD, en détruisant le droit d'asile. Ils emploient maintenant 1 500 nazis à la frontière polonaise afin de traquer les réfugiés. »

Les nazis sont des tueurs de sang-froid. Après les pogromes racistes de Rostock et les meurtres nazis de Mölln, tout indique qu'Olaf Heydenbluth, membre du SDAJ à Suhl, Kerstin Winter, activiste à Freiburg, et Mario Jüdecke, militant de gauche à Mühlhausen, doivent être ajoutés à la liste des militants de gauche et des antifascistes assassinés, une liste où figuraient déjà Mete Eksi et Silvio Meier.

Après avoir dans un premier temps porté plainte contre les quatre spartakistes, l'Académie des Arts de Berlin a retiré sa plainte en janvier, au moment où l'affaire devenait une cause célèbre, en déclarant qu'elle ne voulait pas « être placée dans la position de défendre un drapeau nazi ». Indiquant les pressions politiques à l'œuvre, le juge écrivit qu'il n'y a « pas d'intérêt public à les juger dans les circonstances actuelles (tendances radicales d'extrême droite) ». Le procureur a pourtant maintenu les accusations jusqu'à ce qu'une ordonnance de non-lieu soit finalement prononcée lors de l'audience d'aujourd'hui.

Dans son appel pour la manifestation de protestation d'aujourd'hui, le KfsV a déclaré : « Faisons le procès de l'Etat successeur du Troisième Reich, l'Etat qui protège le drapeau à croix gammée et qui utilise les bandes fascistes. » Renate Dahlhaus, candidate spartakiste dans les élections au parlement fédéral en 1990 et oratrice lors de la manifestation antifasciste de masse du 3 janvier 1990 à Trepow Park, déclara : « Afin de mettre à bas l'Etat capitaliste qui est le terrain nourricier de la terreur fasciste, nous avons besoin d'un parti révolutionnaire qui, en tant que champion de tous les opprimés, conduira la classe ouvrière à la révolution. »

– Traduit de Workers Vanguard n°570

Moscou...

Suite de la page 1

dent de la Cour constitutionnelle Valery Zorkine et le procureur général se sont eux aussi rangés contre Eltsine. Les ministres de la Défense et de la Sécurité intérieure auraient signé le décret d'Eltsine - qui n'a mystérieusement toujours pas été publié - mais le chef de son conseil de sécurité a refusé de le faire. Et dans les régions périphériques et les républiques autonomes de Russie, l'aspirant autocrate ne bénéficie pas d'un large soutien.

Si le décret d'Eltsine revenait à proclamer un coup d'Etat, le président et le « parlement » ont pris soin d'éviter une épreuve de force - précisément parce qu'un affrontement direct ne ferait que démontrer leur faiblesse. Eltsine n'en a pas appelé à l'armée ou à la police contre ses opposants, et s'il l'avait fait, il n'est pas du tout clair de quel côté elles seraient intervenues. Les chefs de l'armée et des services de sécurité ont pris l'engagement de rester neutres dans cette confrontation politique. Pour sa part, le Soviet suprême s'est hâté avec lenteur, en rejetant les appels à destituer Eltsine immédiatement. Le principal groupe parlementaire, l'Union civique de Routskoï et du représentant des industrialistes Arkady Volsky, pousse à un compromis, qui serait peut-être de conserver Eltsine comme figure publique ayant la faveur des impérialistes, tout en aidant Routskoï à accéder au pouvoir.

A l'heure où nous mettons sous presse, il n'est pas du tout clair comment l'imbricatio moscovite sera résolue. Etant donné les multiples inconnues, dont l'aversion pour Eltsine largement répandue chez les jeunes officiers, tout est possible, y compris une guerre civile. On entend parler de double pouvoir, en comparant avec la situation de 1917 entre février et octobre. Mais il ne s'agit pas d'une lutte entre des forces de classe opposées, le prolétariat contre la bourgeoisie. *Derrière la confusion et les manœuvres incessantes, il y a le fait que ceci est une bataille fractionnelle entre différentes ailes de la contre-révolution capitaliste.* Tant Eltsine que l'opposition avancent prudemment, de peur de déchaîner le « chaos » dans les rues. *La classe ouvrière doit s'opposer à toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent, de lui imposer le joug d'une dictature bonapartiste.*

Eltsine, auquel fait écho sans la moindre critique la plus grande partie de la presse impérialiste, a dépeint son opposition parlementaire comme un repaire de communistes endurcis. Il vaticine que « la Russie ne pourra pas supporter une autre révolution d'Octobre », présentant l'affrontement en cours comme un conflit « entre le peuple et l'ancien système bolchéviste antinationnel ». Khasboulatov, un ex-allié d'Eltsine qui l'a soutenu (comme l'a fait Routskoï) lors du contre-coup d'Etat d'août 1991, a réfuté cette tentative grossière de jouer la « carte communiste ». Les divergences qui sous-tendent le conflit opposent ceux qui voudraient démanteler l'industrie russe et réduire le pays au rôle d'exportateur de matières premières (Eltsine-Gaïdar), et les éléments nationalistes-corporatistes (Routskoï-Volsky) qui veulent maintenir une base industrielle pour un Etat fort, mais qui ne serait pas moins dépendant de l'impérialisme.

La tentative faite par Eltsine d'imposer un régime bonapartiste a été soutenue, sinon directement inspirée, par Washington. Le président russe a subi une défaite politique humiliante en décembre dernier, quand le Congrès l'a contraint à limoger son premier ministre Egor Gaïdar, partisan de la « thérapie de choc » du FMI. Quand Eltsine a renouvelé ses menaces d'émasculer ou de disperser le parlement, Khasboulatov a reconvoqué le Congrès début mars, pour dépouiller le président de son pouvoir de promulguer des décrets en vertu de l'état d'urgence. Le



Alexandre Routskoï (ci-dessus), vice-président et adversaire d'Eltsine (à droite), est le candidat bonaparte des forces nationalistes-corporatistes.

chancelier allemand Kohl a ensuite laissé « filtrer » l'information qu'Eltsine avait demandé le soutien occidental pour un coup d'Etat anti-Congrès. Washington donna immédiatement le feu vert pour le cas où le président russe « suspendrait un parlement antidémocratique ». Soucieuse de renforcer la crédibilité d'Eltsine, l'administration Clinton s'empressa d'inviter le président russe à un « sommet » à Vancouver en avril.

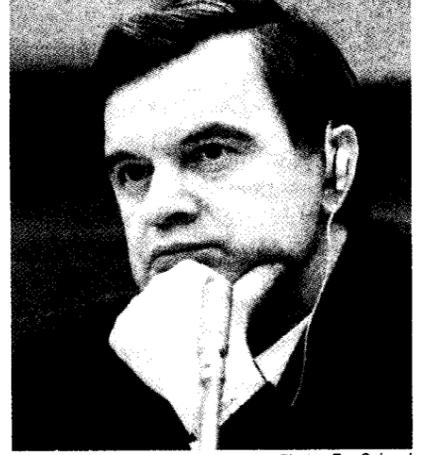
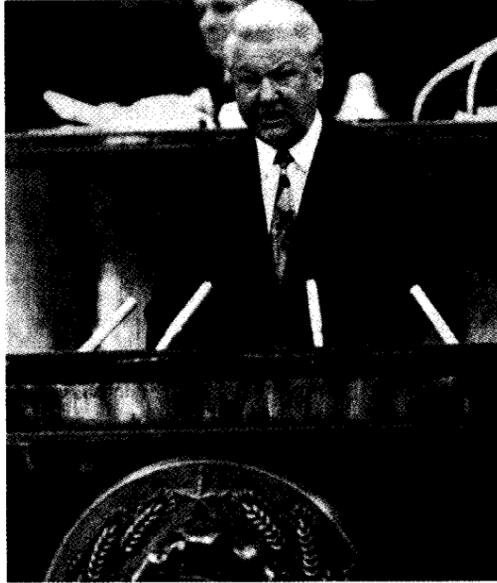
Suite au pronunciamiento d'Eltsine, le porte-parole de la Maison Blanche George Stephanopoulos annonça avec satisfaction : « Le président Eltsine a proposé de sortir d'une impasse politique en appelant au peuple. C'est approprié dans les démocraties. » Les plébiscites constituent assurément la feuille de vigne « démocratique » de tous les dictateurs bonapartistes, de Napoléon à Pinochet en passant par Hitler. En cela, comme en d'autres domaines, Eltsine a emprunté une recette ou deux à l'arsenal de la bureaucratie stalinienne qu'il a loyalement servie pendant tant d'années. Parlant de la constitution stalinienne de 1936, Trotsky notait dans *la Révolution trahie* que le plébiscite est un des « attributs démocratiques » du bonapartisme, dans lequel « les citoyens sont de temps à autre invités à se prononcer pour ou contre le chef ».

Mettant les points sur les « i » et les barres sur les « t », le magazine *Newsweek* (29 mars) appelle ouvertement de ses



Sur la place Rouge, une retraite mendie.

vœux « un dirigeant de type Pinochet » ; Henry Kissinger va répétant le nom du sanglant dictateur chilien, qu'il a aidé à mettre au pouvoir, comme modèle pour un régime fort en Russie. Mais Pinochet pouvait compter sur une armée construite sur les traditions militaristes prussiennes et qui avait été à maintes reprises utilisée pour massacrer les ouvriers. Eltsine ne peut certainement pas compter sur une armée ex-soviétique fracturée. Et personne ne s'est encore jamais emparé du pouvoir par un plébiscite. La seule raison pour laquelle Eltsine a pu même envisager cela est la paralysie des factions bourgeoises qui s'affrontent, et qui ne disposent d'aucune base sociale significative, et



Photos Der Spiegel

L'épreuve de force entre Rouslan Khasboulatov, président du Congrès de Russie (ci-dessus), et Eltsine a ouvert une crise aiguë.

l'absence de la classe ouvrière comme candidat au pouvoir.

En grande partie à cause de la faiblesse d'Eltsine, les impérialistes occidentaux mettent un bémol à leur soutien initialement sans faille au président russe. Tandis que le quotidien *New York Times*, ordinairement plus mesuré dans ses propos, publiait un éditorial enflammé qui appelait à grimper « sur les barricades avec M. Eltsine » (22 mars), ce même numéro contenait aussi un article beaucoup moins enthousiaste du soviétologue Abraham Brumberg, qui s'inquiétait de ce que « la prise illégale du pouvoir [par Eltsine] pourrait bien plonger la Russie dans l'abîme qu'il dit vouloir éviter ». Lors de sa conférence de presse du 23 mars, Clinton est passé du soutien exclusif à Eltsine à un appui « à tous les réformateurs dans toute la Russie ».

Ce qui transparaît à l'évidence de ces derniers jours, c'est que ni Eltsine ni ses opposants bourgeois ne disposent d'aucun soutien populaire actif - les manifestations de l'un ou l'autre camp n'ont réuni qu'un noyau dur de quelques milliers de partisans. La désaffection populaire à l'encontre d'Eltsine est générale, et il n'a plus le soutien que d'une étroite couche d'intelligentsia pro-occidentale et de spéculateurs « yuppies ». Dans son discours de la soirée du samedi 20 mars, l'aspirant-tsar Boris s'est engagé à dénationaliser la terre, espérant ainsi recréer une classe de petits propriétaires paysans

offre un avenir aux masses laborieuses, c'est le retour à la dictature du prolétariat, basée sur le pouvoir des conseils ouvriers (soviets), telle que l'avait établie le pouvoir bolchévique en 1917.

Tandis que les impérialistes occidentaux, auxquels faisaient écho de façon grotesque de nombreux éléments de la pseudo-gauche, ont salué le contre-coup d'Etat d'Eltsine en août 1991 comme un « combat pour la démocratie », nous avons appelé les ouvriers soviétiques à « repousser la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Nous avons mis en garde que dans son offensive pour imposer sa domination aux travailleurs soviétiques, la contre-révolution devrait nécessairement emprunter la voie de la dictature bonapartiste. En août dernier, nous citions l'avertissement lancé par Léon Trotsky à la fin des années 1920 : « Est-il réellement probable qu'en cas de défaite de la dictature [prolétarienne], la démocratie bourgeoise la remplacera ? Non, cela est la moins probable de toutes les variantes possibles. » La bourgeoisie naissante, écrivait Trotsky, devrait aller plus loin qu'un régime transitoire pour consolider « une forme de pouvoir plus sérieuse, plus solide et plus décisive, en toute probabilité, un régime bonapartiste, ou en termes modernes, fasciste ».

En l'absence de lutte prolétarienne, la Russie s'achemine vers une dictature bonapartiste, d'une manière ou d'une autre, que ce soit sous Eltsine, Routskoï ou des forces nationalistes/fascistes plus extrêmes. La désorientation et les divisions parmi les nouveaux aspirants exploiters de Russie créent une ouverture pour une action ouvrière indépendante. Quelques grèves dures, dès aujourd'hui, en défense des conditions de vie des ouvriers, contre les projets de « privatisation » visant à fermer les usines « en faillite », pourraient - dans le contexte d'un Etat capitaliste faible - mettre le prolétariat sur la voie de la lutte contre toutes les factions bourgeoises qui s'affrontent. Mais les ex-syndicats officiels, soutenus par les différents débris staliens et leur coalition « rouge »-brune, sont fermement alignés derrière les corporatistes Volsky-Routskoï, tandis que les syndicats « libres » parrainés par la CIA, comme celui des mineurs du Kouzbass, demeurent loyaux à Eltsine.

Il y a un besoin urgent d'une direction bolchévique authentique, déterminée à lutter contre toutes les ailes de la restauration capitaliste. Le plus grand crime des usurpateurs staliens a été d'atomiser et de démoraliser le prolétariat, sapant sa conscience et sa confiance en lui-même en tant que classe, liquidant physiquement les cadres qui constituaient le lien vivant avec la révolution d'Octobre 1917. Aujourd'hui, les ouvriers soviétiques doivent se réappropriier l'héritage et le programme révolutionnaires internationalistes de l'Octobre de Lénine, qui s'incarne aujourd'hui dans la lutte de la Ligue communiste internationale pour reforge la Quatrième Internationale de Trotsky.

- Traduit de Workers Vanguard n° 572

Excision...

Suite de la page 2

minel selon la loi française. En outre, les Koulibaly avaient été initialement, en 1985, inculpés de délit relevant d'un tribunal correctionnel; quand ils furent jugés, en 1991, le tribunal correctionnel s'était déclaré incompétent au profit de la Cour d'assises, le délit était devenu un crime. Il est donc juste d'affirmer que les Koulibaly ont été « rétroactivement jugés ».

Notre affirmation que les Koulibaly n'ont pas bénéficié d'une traduction est corroborée par un article du supplément *Monde* du *Guardian Weekly* du 24 mars 1991: « Les trois accusés ont assisté aux débats sans les comprendre. Leurs deux interprètes n'ont pas traduit les débats du tribunal - qui prenaient à l'occasion le caractère d'une conférence. De temps en temps, le procureur général Dominique Commaret, une femme, posait une question. Les interprètes se levaient alors [...] »

Le fait que nous insistions sur la nature raciste et non démocratique de la justice bourgeoise française n'implique cependant pas que nous sommes opposés à des poursuites contre ceux qui mutilent leurs fillettes. Nous sommes favorables à des lois contre les mutilations des organes génitaux, alors même que ces lois sont promulguées par la bourgeoisie, une classe dont les objectifs sont à l'opposé de ceux du prolétariat mondial et des opprimés. En fait, notre article s'insurgeait contre la désinvolture avec laquelle ces procès étaient menés et notait qu'alors que la presse publiait des titres à sensation comme « L'excision en procès », les parents qui perpétrèrent ces mutilations ou payaient d'autres personnes pour ce faire n'étaient pas mis derrière les barreaux. En outre, nous sommes favorables à une loi réprimant spécifiquement l'excision et l'infibulation. La loi de 1981 en vertu de laquelle ces actes cruels sont aujourd'hui jugés ne contient aucun mot associé directement à la mutilation des organes sexuels. Elle est extrêmement vague et par conséquent se prête à des malentendus et à des interprétations arbitraires.

Vous attribuez à certains intellectuels, juges et médecins la position que les mutilations des organes génitaux féminins sont un « problème culturel ». Nous sommes d'accord qu'il se trouve des gens pour défendre de telles positions. Mais cela a été aussi sans le moindre doute l'attitude du gouvernement français. Le *Time* du 16 octobre 1989 écrit ainsi: « Soucieux de ne pas se faire traiter d'impérialistes culturels, les responsables français ont rechigné à poursuivre des Africains comme Traoré pour avoir fait exciser leurs filles, alors même qu'au moins quatre petites filles sont mortes en France depuis

1978 des suites de cette opération. » Dernièrement, le gouvernement est devenu plus agressif dans les poursuites - témoin le dénouement de l'affaire Jahate. Et nous n'avons aucune raison de douter que certains responsables gouvernementaux soient réellement préoccupés du sort des petites filles africaines en France.

Fondamentalement, nous avons cependant une véritable divergence quant à la nature de l'Etat capitaliste français. Contrairement aux pays du tiers-monde qui n'ont pas connu de révolution industrielle, les « démocraties » occidentales ont accordé aux femmes et aux enfants certains droits légaux fondamentaux, que nous défendons. Mais ces mêmes Etats n'offrent aux travailleurs immigrés que les discriminations et les préjugés racistes nés d'un ordre colonial directement importé dans les centres métropolitains. Les récents procès de l'excision se tiennent dans le contexte de pogromes anti-immigrés dans toute l'Europe, des pogromes provoqués par l'exacerbation des antagonismes nationaux et des rivalités interimpérialistes, dans la foulée de la contre-révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. L'Etat français, encore maculé du sang des deux millions de victimes de sa sale guerre coloniale contre l'Algérie, a imposé plus d'une décennie de lois de plus en plus restrictives sur l'immigration, d'intimida-



F. Bouchon/LeFigaro

Familles africaines dans le campement de Vincennes, en septembre dernier. Le plus grand obstacle à l'éradication de l'excision en France est la ségrégation raciste imposée par le gouvernement.

conduits à la brigade des mineurs, les adultes dispersés dans des hôpitaux et des foyers dans toute la ville - avant d'être promptement jetés à nouveau à la rue. La conception que les tribunaux bourgeois se font de la justice, on peut la voir avec l'acquiescement, l'année dernière, de la boulangère raciste de Reims qui avait abattu un jeune Maghrébin d'une balle dans la tête parce qu'il aurait essayé de voler un croissant. Et l'apathie de l'Etat français quand il s'agit de mettre fin aux

tendances à l'intégration et renforçant les pressions de la culture d'origine. » Cela est vrai tout particulièrement pour les femmes immigrées, souvent amenées clandestinement par leur mari, qui ne parlent pas le français, sont maintenues isolées dans les cités surpeuplées des banlieues éloignées. *Libération* du 5 février relate le procès d'un immigré et de ses deux femmes. A la question du président qui lui demandait ce qu'elle faisait pendant la journée, la mère répondit, par l'intermédiaire d'un interprète: « Elle reste dans le F2. » « Elle ne sort jamais ? » « Si, lorsqu'elle va à la PMI [protection maternelle et infantile] ».

Le problème n'est pas que les immigrés soient informés de la loi ou capables de comprendre les peines, mais plutôt que peu de forces font contrepoids aux pressions de la tradition de leur pays natal. Sans beaucoup d'espoir d'être acceptés dans la société française, pourquoi des parents maliens défileraient-ils les anciens de leur village natal et pourquoi, conformément à leur vision des choses, exposeraient-ils leur fille à être considérée comme une prostituée, inapte au mariage, et par conséquent condamnée à mourir de faim ?

Le gouvernement français n'est pas intéressé à l'intégration de la population immigrée dans la vie sociale du pays. Au contraire, la bourgeoisie cherche à accentuer les divisions raciales pour mieux s'assurer que les travailleurs et les opprimés ne puissent pas s'unir contre son régime de fer. Les pratiques barbares des mutilations des organes génitaux féminins ne seront éradiquées que par l'intégration de la population immigrée dans le prolétariat français, dans la lutte de classe contre le système capitaliste.

Pour la libération des femmes,
Myriam
pour le Bolchévik



Le Bolchévik

13 novembre 1992 - Les travailleurs africains sans-abri expulsés de l'esplanade de Vincennes manifestent devant le Parlement.

tion policière quotidienne des citoyens à la peau foncée et un état de siège permanent dans les ghettos.

L'indifférence du gouvernement quant à la protection des enfants a été abondamment démontrée le 29 octobre dernier, quand 1200 flics, CRS et gendarmes mobiles ont déclenché, à l'aube, une rafle sur le parvis du château de Vincennes où s'étaient regroupés des Africains sans logis. Sept cents personnes, femmes et enfants pour la plupart, ont été embarqués dans une rafle; les enfants ont été

mutilations des organes génitaux féminins n'a été nulle part plus manifeste que dans son rejet scandaleux de la demande d'asile d'Aminata Diop.

Le plus grand obstacle à l'éradication des mutilations des organes génitaux féminins en France est la ségrégation raciste, imposée par le gouvernement, que subissent les immigrés. Comme nous l'écrivions dans notre article: « La discrimination et les préjugés racistes isolent les travailleurs immigrés et leur famille du reste de la classe ouvrière, réduisant les

PST...

Suite de la page 3

dirigeants du PST, qui trouvent plus simple de capituler à plate couture devant l'arriération et les préjugés.

A partir de là, l'assistance s'est divisée: une partie tira la logique de la ligne du PST jusqu'au bout, disant que l'on ne peut même pas se battre contre le port du voile, parce que les hommes ne sont pas d'accord! (Il faut savoir qu'une position communément admise à l'intérieur du PST est que le port du voile dans la guerre contre l'impérialisme français était un symbole anti-impérialiste.) Une autre partie de la salle était, pour le moins, surprise. Même si elle n'était pas d'accord avec le programme de la LCI, elle cherchait néanmoins à dire qu'une des tâches du parti révolutionnaire est d'être le tribun des couches opprimées de la société.

La deuxième réponse du représentant du PST allait encore plus loin: il a expliqué froidement qu'y compris dans le PST

il y a des « camarades qui ont des préjugés antihomosexuels »! Et de continuer avec le même sang-froid en donnant l'exemple d'un « camarade », qu'ils ont « gagné » après plusieurs heures sur la défense des homosexuels; et que ce « camarade », même après avoir été « convaincu », a dit: D'accord, mais est-ce qu'il n'y a pas des médecins pour les guérir? (!)

Il est vrai que l'on ne doit pas être surpris de telles horreurs venant d'un parti qui appelle toutes les tâches militantes pratiques, comme tirage, affichage, agitation..., « tâches de nègre ». La capitulation devant l'arriération et l'indifférence face aux manifestations d'oppression ont leur logique.

Dans son intervention, un militant de LO - organisation orfèvre en la matière sur le terrain hexagonal (lire dans notre dernier numéro l'article « Foulards à Villeneuve-la-Garenne - LO en campagne raciste ») - a répété le traditionnel article principal de la vulgate économiste qui leur sert de « perspective »: c'est la lutte des travailleurs dans leur boîte qui règlera tous les problèmes...

A la fin du forum, quelqu'un, depuis la salle, demanda désespérément quel était le programme du PST sur l'Algérie. Pour toute réponse, l'orateur déclara que l'on n'avait plus le temps de débattre et qu'il fallait rendre la salle. Il y avait bien, ce jour-là, deux programmes dans la salle:

le programme réformiste du PST, capitulant devant tous les préjugés arriérés d'une société mâle-chauvine, et le programme révolutionnaire trotskyste de la LCI qui se bat pour la construction du parti tribun du peuple et des opprimés, un parti qui lutte pour le pouvoir. ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Balladur...

Suite de la page 1

vrière. Mais, dans le même temps, elle voit avec angoisse qu'en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne de telles attaques antiouvrières se heurtent à une puissante réaction des travailleurs. De plus, elle garde le souvenir cuisant du dernier passage de la droite au pouvoir, en 1986-88, qui a vu une large lutte étudiante, la plus grande mobilisation contre la terreur raciste (après l'assassinat par des flics de Malik Oussékine) et, enfin, la puissante grève des cheminots qui, alors, avait brisé les ailes à la chiraque. La menace d'une explosion sociale plus importante encore plane lourdement, et ce dans un contexte qui a largement changé depuis 1986-88, notamment avec Mitterrand et sa « gauche » hors service comme ultime recours à la mobilisation ouvrière.

De son côté, le Front national (FN), qui a encore profité de ces élections pour consolider sa base sur son programme fasciste, s'offre à la bourgeoisie aujourd'hui comme fer de lance de la réaction et demain comme recours face à la faillite et à la corruption de la « démocratie » parlementaire, qu'elle soit gérée par la « gauche » ou par la droite. Le Pen prépare ses sections d'assaut antiouvrières dans la perspective d'une exacerbation de la lutte des classes.

Devant les luttes qui vont inévitablement exploser, la question décisive qui se pose est : quelle perspective, quel programme, quelle direction pour gagner ? La tâche urgente est de regrouper dans un parti révolutionnaire tous ceux qui veulent lutter contre le système capitaliste, tirer les leçons des luttes de classe passées et le bilan de douze ans de gouvernements « de gauche » et offrir aux jeunes et aux travailleurs une perspective révolutionnaire : la lutte pour un gouvernement ouvrier, basé sur la mobilisation extraparlamentaire du prolétariat, qui expropriera la bourgeoisie.

Cette tâche est d'autant plus urgente que la « gauche » et l'« extrême gauche » s'agitent pour jeter les bases d'une nouvelle coalition de collaboration de classes qui prendrait la relève d'un Mitterrand discrédité. Marchais rêve d'une nouvelle Union de la gauche ; le « candidat présidentiel virtuel » Rocard appelle à un « big bang » (qui ressemble de plus en plus à un pétard mouillé) ; l'ancien ministre de la guerre de Mitterrand Chevènement appelle à l'« unité de tous les républicains » autour d'une opposition protectionniste à l'Europe de Maastricht et de la défense de la Banque de France. De son côté, la LCR social-démocratisée d'Alain Krivine rame durement pour rassembler autour de son « Engagement pour changer à gauche » des transfuges du PCF et du PS en quête d'une nouvelle virginité, des démagogues réactionnaires « Verts » et divers autres occupants du zoo social-démocrate « de gauche ».

La « gauche » présidée par Mitterrand (comme auparavant l'Union de la gauche, le Front populaire et toutes les autres alliances entre des directions ouvrières réformistes et des forces bourgeoises) n'a servi, et ne pouvait servir, qu'à enchaîner les travailleurs à la défense de l'« ordre » bourgeois, avant de les livrer pieds et poings liés à la réaction revancharde. Au moment de l'élection de Mitterrand à la présidence, le 10 mai 1981, nous, trotskystes, qui avons toujours refusé de voter Mitterrand et sa « gauche », mettions en garde : « De l'Espagne de 36 au Chili de 73, le front populaire a démobilisé les travailleurs et les a désarmés face à la réaction, tout cela au nom de creuses promesses de réforme sociale. Si la classe ouvrière n'intervient pas pour l'arrêter, ce front populaire-ci ne fera pas exception [...]. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une "austérité de gauche" en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des tra-

vailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire » (le Bolchévik n° 26, juin 1981).

Le rôle malfaisant de la « gauche » avait commencé bien avant la soi-disant « victoire du 10 mai ». Née après et contre la mobilisation pré-révolutionnaire de Mai 68, l'Union de la gauche avait, dès le début des années 70, servi aux directions réformistes du mouvement ouvrier d'instrument pour saboter les luttes ouvrières, en les canalisant vers une « perspective » parlementaire de collaboration de classes. C'est ce piège qu'aujourd'hui les Rocard, Marchais et autres Krivine s'échinent criminellement à réarmer. Au contraire, nous, trotskystes, avançons un programme de combat.

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Le gouvernement Balladur s'apprête à reprendre de larges pans du programme anti-immigrés du FN. Les déclarations du

par le parlementarisme se satisfont de ce que le FN n'ait pu faire élire aucun député. Mais pour les fascistes, le parlement n'est rien de plus qu'une tribune pour lancer leurs appels à la haine raciste et antiouvrière. La bataille décisive, ils la mèneront dans la rue, en formant et lançant leurs sections d'assaut contre les organisations ouvrières, contre les travailleurs originaires du Maghreb, d'Afrique noire ou de Turquie, contre les Juifs. Quand le numéro 2 du FN, Carl Lang, déclare au lendemain des élections que « l'Assemblée nationale n'est pas représentative, les citoyens devront se faire entendre autrement » (le Figaro, 29 mars), la menace n'est pas à prendre à la légère.

Pour preuve, l'attaque préméditée menée en pleine campagne électorale par les nervis du FN, Le Pen en tête, contre les organisations de gauche sur le marché de la ville ouvrière/immigrée de Gardanne, dans la région de Marseille. Dimanche 14 mars, ils avaient monté une

aménagé) du capitalisme montrent bien qu'ils ont abandonné toute prétention à se battre pour le socialisme. En vérité, toute lutte sérieuse pour défendre réellement le niveau de vie, l'emploi, les conditions de travail pose la question du pouvoir.

Pour briser le blocage des salaires ou arracher le droit au travail pour tous, il faut s'attaquer et se mobiliser contre les bases mêmes du capitalisme ; il faut s'affronter à l'Etat qui défend ce système d'exploitation et d'oppression. En défense du niveau de vie des travailleurs, il faut se battre pour des hausses massives des salaires et pour l'échelle mobile des salaires - c'est-à-dire l'indexation intégrale des salaires sur la hausse réelle des prix. Pour donner du travail à tous, il faut se battre pour l'échelle mobile des heures de travail - c'est-à-dire la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières et la détermination sur cette base de la durée de la semaine de travail, et sans perte de salaire. Avec plus de 3 millions de chômeurs et une misère qui s'étend massivement, il s'agit là de préserver le prolétariat de la démoralisation, de la déchéance, de la ruine. Si le capitalisme est incapable de satisfaire d'aussi élémentaires exigences qui surgissent directement des maux que ce système a lui-même engendrés, c'est bien la preuve qu'il doit être détruit.

Pour mener une bataille d'une telle ampleur, la classe ouvrière doit se doter d'instruments de combat adéquats. Les travailleurs, qui se heurtent à la division syndicale entre multiples chapelles politiques, ont besoin de puissants syndicats regroupant tous les ouvriers, tous les employés, d'une même entreprise, d'une même branche d'activité, et qui se fédéreront à l'échelle nationale. Une industrie, un syndicat ! Des années de collaboration de classes ont vidé de leurs militants les syndicats et les ont affaiblis. Les travailleurs doivent virer les bureaucrates réformistes et reprendre le contrôle de leurs syndicats sur la base d'un programme de lutte de classe.

Dans les dernières grandes grèves des cheminots, des infirmières ou des postes, sont apparues des « coordinations », correspondant à la désaffection et au désaveu des bureaucraties syndicales, mais elles n'ont été en fait que des substituts à de vrais organes dirigeants de combat. Il faut de vrais comités de grève (élus et révocables à tout moment) pour diriger et organiser la lutte, pour former des piquets de grève qui arrêteront toute production et qui protégeront la grève contre les jaunes, les flics et les fascistes, pour étendre la grève et pour ainsi briser la résistance du patronat et de son gouvernement.

En s'étendant et en se centralisant, des piquets de grève, des comités de grève ou des groupes de défense ouvriers/immigrés se transformeront, au travers de la généralisation de la contre-offensive ouvrière, en organes de double pouvoir : milices ouvrières, conseils ouvriers (ou soviets) - base d'un véritable gouvernement ouvrier.

Par-dessus tout, l'instrument dont a besoin le prolétariat pour vaincre c'est un parti qui a la conscience, la volonté et le programme non de réformer le capitalisme mais de le détruire. Un parti révolutionnaire tribun du peuple qui entraînera dans la lutte tous les opprimés derrière la classe ouvrière. Douze ans de « gauche » ont affaibli les travailleurs mais leur puissance sociale est fondamentalement intacte. Les travailleurs vont reprendre confiance dans leur force, et ce d'autant plus vite qu'ils se doteront d'une direction révolutionnaire capable de formuler des objectifs clairs dans lesquels ils se retrouvent. Une vague de luttes va ressurgir. Il est possible non seulement de donner un coup d'arrêt à la politique de régression sociale mais aussi de renverser la vapeur. L'issue dépendra de la construction du parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique. ■

Dernière minute : Descente fasciste repoussée à la fac de Tolbiac

Mercredi 31 mars, une trentaine de fascistes du GUD ont fait une descente sur l'université parisienne de Tolbiac. Nos camarades, qui vendaient à ce moment dans le hall, ont immédiatement cherché à mobiliser les organisations de gauche et pris la parole pour appeler les étudiants à chasser ces nervis, en scandant : « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! La classe ouvrière doit écraser les fascistes ! » Très vite, les militants des JCR, de l'UNEF-ID et de l'UEJF (Union des étudiants juifs de France) et plus de deux cents étudiants se sont retrouvés face aux fascistes à l'entrée de la fac. Après un bref affrontement, au cours duquel un étudiant antifasciste a été blessé, les fascistes se sont dispersés et ont abandonné le terrain.

Un meeting improvisé s'est alors tenu, où notre perspective d'actions de

front unique pour écraser cette racaille, basées sur la puissance du mouvement ouvrier organisé, s'opposait à la ligne « combattre pacifiquement les fascistes » défendue par les sociaux-démocrates de l'UNEF-ID. Plus tard dans la journée, nos camarades ont tenu comme prévu leur cours de formation, dont le thème était précisément ce jour-là : « Comment combattre les fascistes » !

De nouvelles attaques du GUD sont à craindre, particulièrement le mercredi, jour traditionnel de présence des organisations de gauche. La Ligue trotskyste propose à ces organisations, aux organisations démocratiques de Tolbiac et aux syndicats du personnel ATOSS et d'enseignants, d'organiser une action de front unique pour faire tâter le goût du pavé à cette racaille si jamais elle s'avisait à nouveau de pointer son museau de rat.

sinistre Pasqua et des autres caciques de la droite sont sans ambiguïté : réforme immédiate du code de la nationalité, renforcement des contrôles « sécuritaires » de police, chasse aux clandestins. Pour ce faire, il pourra s'appuyer sur les mesures racistes prises par les gouvernements « de gauche », reprendre les campagnes anti-immigrés sur le voile ou la polygamie et profiter du consensus raciste. (Dernièrement encore, Marchais se faisait applaudir pour avoir obtenu plus de flics dans sa circonscription, pendant que Rocard se prononçait pour tout arrêt de l'immigration.)

L'unité et l'intégrité de la classe ouvrière sont en jeu. La Ligue trotskyste met en avant la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes. Notamment lors des grandes grèves qui ont éclaté sous Mitterrand dans l'automobile (où les immigrés constituent une partie décisive de la force de travail), nous sommes intervenus - de Talbot-Poissey en 1983-84 à Renault-Cléon en 1991 - sur les mots d'ordre qui doivent mobiliser la puissance de tout le prolétariat : Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Flics hors des cités-ghettos ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les syndicats !

Actions ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes !

Face au danger mortel que représente la racaille fasciste, nous combattons aussi pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes. Les libéraux impotents et les réformistes aveuglés

véritable opération militaire visant à chasser les militants de gauche du marché de cette petite ville minière, à mairie PCF. Mais ce sont eux qui ont été mis en déroute par des mineurs communistes, auxquels s'étaient joints des passants révoltés par la violence lepéniste et des jeunes d'origine maghrébine. Et c'est sous la protection des flics que Le Pen et ses sbires réussirent à s'échapper.

Gardanne montre la possibilité d'actions de front unique rassemblant autour des organisations ouvrières tous ceux qui sont déterminés à ne pas laisser le pègre fasciste imposer sa loi, et notamment les immigrés et leurs enfants. En décembre 1981, nous avons été à l'origine d'une action ouvrière de front unique qui regroupa à Rouen plusieurs centaines de manifestants qui ont stoppé les fascistes. Cette racaille a depuis considérablement crû, mais la classe ouvrière a toujours la force de faire rentrer cette pègre une fois pour toutes dans son trou. Ce qui manque avant tout, c'est une direction au prolétariat, déterminée à écraser les fascistes parce que déterminée à lutter contre ce système capitaliste dont la barbarie se concentre dans le fascisme.

Pour un gouvernement ouvrier !

Douze ans de « gauche » ont démontré, à nouveau, la totale faillite de la politique réformiste. Tous ceux qui - du PCF à LO en passant par la LCR - prétendent encore qu'on peut satisfaire les besoins des masses dans le cadre (plus ou moins

Vancouver...

Suite de la page 12

télécommunications] et l'International Brotherhood of Electrical Workers [syndicat des électriciens]. Un certain nombre de ces ouvriers rejoignirent le cortège de la TLC/LTC et du PDC, formant ainsi le gros de notre service d'ordre.

Le vendredi soir, devant l'Art Gallery, les banderoles syndicales étaient partout en évidence. Étaient présents des membres des communautés japonaise, chinoise, noire, iranienne et autres, ainsi que des groupes de femmes et d'homosexuels; un groupe pacifiste juif portait une pancarte en hébreu, en arabe et en anglais. La perspective d'une confrontation avec un front unique du mouvement ouvrier organisé, des minorités et d'autres antifascistes fit déguerpier les nazis, qui tentèrent de trouver un autre lieu de rassemblement devant un planétarium, à plusieurs kilomètres de là. Avec un petit groupe de skinheads, le Führer du Canadian Liberty Net Tony McAleer a paradé devant les médias bourgeois et affirmé que les nazis avaient toujours l'intention de tenir leur « réunion secrète ».

Devant l'Art Gallery, la BCOFR, avec d'autres, voulait contenir l'opposition aux fascistes en essayant d'endormir la foule avec de la musique et d'insipides sermons sur l'« amour de son prochain ». (Figurait même sur la liste des orateurs un député conservateur, qui parlait en tant que représentant du gouvernement conservateur fédéral raciste et antiouvrier!) Les loyaux serviteurs du Nouveau parti démocratique [NPD-le parti social-démocrate canadien] de la BCOFR n'ont jamais eu l'intention de mobiliser les bataillons ouvriers pour écraser les fascistes. Ils ont refusé d'appeler à des cortèges syndicaux et, lors d'une réunion du Conseil syndical du 19 janvier, Paul Gill, porte-parole de la BCOFR, s'est même explicitement opposé à l'idée de s'en prendre aux nazis s'ils osaient montrer leur nez aux alentours de l'Art Gallery.

Le rassemblement de la BCOFR était destiné à empêcher toute véritable mobilisation pour stopper les fascistes; mais les syndicalistes combattifs et sérieux qui représentaient le puissant mouvement

ouvrier de Colombie-Britannique étaient déterminés à faire ce qu'il fallait, et ils ont empêché les fascistes de se montrer. Oliver Stephens, porte-parole de la TLC/LTC, fut chaleureusement applaudi quand il déclara, depuis la tribune du rassemblement: « Les fascistes veulent nous anéantir, nous et les nôtres! Ils veulent nous diviser, nous exposer aux attaques, empoisonner toute espèce de lutte intégrée, comme gagner les grèves. Ils sont les troupes de choc de la classe dirigeante raciste. Ils peuvent et doivent être stoppés, et la classe ouvrière organisée en a la puissance. »

Il y avait deux programmes opposés sur comment réagir à la menace fasciste à Vancouver. La politique des réformistes et des bureaucrates syndicaux, inspirée directement des ministères du NPD social-démocrate, était de prêcher la confiance dans l'Etat capitaliste et sa police. En pratique, cela signifiait permettre le déroulement de la provocation fasciste. Contre cela, le tract de la TLC/LTC expliquait: « Les réformistes croient que l'Etat capitaliste est "neutre" et que l'on peut faire pression sur lui pour qu'il "interdise" les fascistes. Mais en tant que marxistes, nous savons que cet Etat défend le pouvoir du capital et que le combat contre le fascisme est la voie de la lutte de classe, conduisant à forger un parti ouvrier révolutionnaire et à la révolution socialiste. »

Lors de la réunion du service d'ordre de la BCOFR le 20 janvier, le porte-parole de cette organisation Alan Dutton a annoncé on ne peut plus clairement son intention de laisser des nazis, à l'extérieur du périmètre du rassemblement, vomir leurs ordures racistes. Un représentant de la Coalition United to Fight Oppression (CUFO), un bac à sable libéral-radical où se retrouvent le Freedom Socialist Party et International Socialists [IS - dont l'organisation-sœur en France est Socialisme international], argumentait que, si les skinheads se montraient et essayaient de pénétrer dans le rassemblement, il conviendrait de simplement les « ignorer »! Un porte-parole d'IS conseilla au service d'ordre de ne pas expulser de la manifestation des provocateurs fascistes connus mais juste de les « avoir à l'œil »!

Ces réformistes ont essayé d'appliquer leur misérable programme pendant la

manifestation. Quand les manifestants se sont mis en marche vers l'hôtel Century Plaza pour se colleter avec les nervis skinheads, le service d'ordre de la CUFO a d'abord essayé de ralentir la foule, puis (avec IS) a formé une chaîne devant l'hôtel pour épauler le cordon de flics qui repoussaient les manifestants.

En mars dernier, une bande d'une demi-douzaine de skinheads, brandissant des drapeaux à croix gammée, a fait irruption dans un « rassemblement contre le racisme » qui se tenait à l'Art Gallery. Les partisans de la TLC/LTC ont cherché à mobiliser les manifestants pour qu'ils se défendent contre ces nervis fascistes. Mais les organisateurs du rassemblement - IS et CUFO - ont laissé les nazis parader en toute impunité! Les sociaux-démocrates d'IS ne sont pas guidés par un tel pacifisme gandhien quand il s'agit d'exclusions anticommunistes; en août dernier à Toronto, ils se sont livrés à une violente agression physique pour exclure des membres de la Trotskyist League/Ligue trotskyste d'un « débat public ».

Les « socialistes » de guerre froide d'IS ont appelé à la solidarité avec toutes les forces contre-révolutionnaires soutenues par les impérialistes et visant à détruire les ex-Etats ouvriers d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Le résultat a été un raz-de-marée de nationalisme réactionnaire et de terreur fasciste, qui est l'aile marchante de la restauration capitaliste. Ceux qui ont acclamé ces forces en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS sont des hypocrites quand ils prétendent vouloir « combattre le fascisme » dans leur propre pays. Les appétits de collaboration de classes qui sous-tendaient l'antisoviétisme virulent des réformistes se manifestent dans leur réaction léthargique aux terroristes fascistes dans ce pays.

Forger un parti ouvrier révolutionnaire!

Après 16 années de cassage des syndicats sous le gouvernement [de la province de Colombie-Britannique] des excités réactionnaires racistes du Social Credit Party, le puissant mouvement syndical de Colombie-Britannique pensait qu'il obtiendrait un répit sous un gouvernement

NDP. Mais depuis leur élection en 1991, les sociaux-démocrates du NDP ont imposé toujours plus d'austérité, avec des augmentations d'impôts et des coupes claires dans les services sociaux, tout en justifiant la terreur raciste des flics contre les minorités ethniques. Ce n'est pas une nouveauté - le dernier gouvernement NDP, en 1975, avait lancé l'offensive de cassage de grèves la plus massive dans l'histoire de la province. Les sociaux-démocrates jouent le rôle de lieutenants ouvriers du pouvoir de la classe capitaliste - des gardiens « de gauche » de ce système en décadence qui engendre les terroristes fascistes. Dans le cours de la lutte des classes, le NDP doit être scissionné, et sa base ouvrière doit être gagnée à un parti révolutionnaire.

Même s'ils sont aujourd'hui peu nombreux, les fascistes sont les ennemis mortels de tous les travailleurs et doivent être écrasés dans l'œuf avant qu'ils se développent. Quand les capitalistes estimeront que leur domination est menacée par la classe ouvrière - comme en Italie et en Allemagne dans les années 1920 et 1930 -, la bourgeoisie financera les tueurs fascistes et facilitera leur ascension vers le pouvoir, afin d'écraser les organisations ouvrières. Dépourvue de direction révolutionnaire, la classe ouvrière européenne de l'époque a payé un terrible prix; l'holocauste nazi a dévoré des dizaines de millions de Juifs, de Tziganes, de Slaves, de militants de gauche et d'autres. Comme l'explique en conclusion le tract de la TLC/LTC, « les syndicalistes, les membres des minorités et beaucoup d'autres, qui s'opposent à tout ce que les fascistes représentent, cherchent une voie pour riposter contre un système qui les a condamnés à la misère, à la paupérisation, à se retrouver à la rue, à des syndicats brisés, à des vies brisées. Une véritable mobilisation lutte de classe pour stopper les fascistes du "Canadian Liberty Net" donnera un avant-goût de la puissance sociale qui doit être mise en action dans le combat pour une révolution socialiste, pour renverser le régime décrépit des patrons capitalistes, lequel trouve son expression dégénérée dans les admirateurs des nazis de Metzger, et pour amener au pouvoir les travailleurs qui ont construit toutes les richesses de ce pays. »

JCR...

Suite de la page 5

tes-révolutionnaires à l'occasion des multiples élections qui eurent lieu entre février et octobre. En revanche, ils ont dit: « A bas les dix ministres capitalistes! » Eux aussi exigeaient des pas concrets et des réponses claires!

Camarades des JCR, vous êtes à la croisée des chemins. Vous pouvez prendre la voie vers le trotskysme authentique, ce qui vous amènera aux positions principielles de la LCI, ou vous enfoncer dans le marais centriste qui ne peut que déboucher sur une LCR bis. C'est la voie que vient de prendre la scission pro-LCR de l'Egalité sociale, se nourrissant de la confusion centriste et des compromissions de la direction des JCR. Que fait donc l'Egalité sociale si ce n'est de tirer à sa conclusion ultime la « solidarité politique avec la LCR » proclamée par la direction des JCR? Encore une fois, Elliott, en juillet 1992, faisait l'éloge de l'opposition spartaciste à voter pour les candidats « ouvriers » du front populaire. Mais une porte-parole des JCR expliquait dans l'Egalité n° 10, mars 1992, que « nous aurions souhaité voir les deux plus gros partis ouvriers, le PS et le PCF s'unir dans ces élections et rompre avec le gouvernement. [...] lorsque nous serons confrontés à des listes du PS ou du PCF, oui, nous appellerons à voter pour eux, pour battre la droite ». Plus tard, la direction des JCR entretient une prudente équivoque sur le vote PS-PCF. L'Egalité de février s'interroge gravement dans un titre d'article, « Faut-il voter pour la gauche au

deuxième tour? », en se gardant bien d'apporter la moindre réponse... Si on suit ces déclarations, vous vous retrouverez soit du côté de la Ligue trotskyste sur la question clé de l'indépendance de classe... soit avec la LCR comme un soutien extraparlémentaire au PS.

La question du vote pour les partis réformistes de masse pose une question de principe qui ne souffre pas la moindre équivoque: tracer la ligne de classe en posant comme condition minimum pour envisager de donner un soutien critique électoral à ces partis réformistes qu'ils se présentent dans ces élections indépendants de tout allié bourgeois. (A l'inverse, les centristes droitières, stalinophobes, de Pouvoir ouvrier votent par principe - dès le premier tour - pour les candidats des partis réformistes, même quand ils sont partie intégrante d'un front populaire.) C'est ainsi que nous avons envisagé de donner un soutien critique à Marchais, candidat du PCF aux présidentielles de 1981 que les premières secousses de la guerre froide avaient mis hors du front populaire - un soutien que nous avons retiré après l'agression raciste de Vitry, en décembre 1980, qui était un gage donné par le PCF à la bourgeoisie et à ses valets sociaux-démocrates pour réintégrer le front populaire.

A l'occasion de la manifestation du 6 février (alors que la direction des JCR avait signé avec le PS, le parti du gouvernement raciste, l'appel à manifester), la Ligue trotskyste a offert aux ouvriers et jeunes antiracistes un pôle révolutionnaire en tenant le long de la manifestation un piquet avec une banderole ostensiblement

déployée: « Mitterrand: 12 ans de politique antisoviétique, raciste, antiouvrière. Non à la collaboration de classes! Pour un gouvernement ouvrier! »

La situation dans ce pays et internationalement exige une direction révolutionnaire. Ce parti ne pourra être assis que sur les fondations des principes et du programme de la Quatrième Internationale construite par Léon Trotsky qui

disait, en 1936 (« [Le RSAP et la IV^e Internationale] », Oeuvres, tome 10), que « [le Front populaire] fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchévisme et menchévisme ».

Ligue trotskyste,
section française de la
Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)
13 mars 1993

Un livre de la Prometheus Research Library, publié par la Spartacist Publishing Company



624 pages Relié: 125 F/\$22.50/€28.50 Broché: 80 F/\$14.50/€18.50
ISBN 0-9633828-0-2 ISBN 0-9633828-1-0

Frais de port: 20 F/\$3.50/€4.00 par exemplaire. Pour trois et plus, nous contacter

Adressez vos commandes et règlements à:

France Le Bolchévick BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10	USA Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO, New York, NY 10116	Canada Spartacist Canada Publishing Association. Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, M5W 1X6
--	--	---

Le livre comprend:

- Une introduction détaillée
- Des notes explicatives
- 16 pages de photographies historiques peu connues
- Un glossaire des noms et des sigles, avec plus de 200 références
- Une bibliographie de Cannon couvrant la période 1912-1928
- Un index

Mobilisation ouvrière/minorités à Vancouver

3 000 manifestants mettent les fascistes en déroute

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le supplément spécial du 30 janvier de Spartacist Canada, le journal de nos camarades de la Trotskyist League/Ligue trotskyste.

Vancouver – Les nazis du « Canadian Liberty Net » et leurs bandes de skinheads ont été mis en déroute ici même, le vendredi 22 janvier. Ces admirateurs d'Adolf Hitler avaient proclamé qu'ils se rassembleraient devant la Vancouver Art Gallery à 19 heures et qu'ils organiseraient une « réunion secrète » pour « accueillir » le tristement célèbre nazi américain Tom Metzger. Mais ce qui est effectivement advenu n'est pas un secret. L'endroit que les nazis entendaient investir a été occupé par 3 000 manifestants antiracistes – des cortèges organisés de syndicalistes, de jeunes, des minorités ethniques, d'homosexuels et d'autres adversaires de la terreur fasciste.

Quand, vers la fin de la manifestation, le bruit courut dans la foule que des skinheads avaient été aperçus à l'hôtel Century Plaza, plusieurs centaines de personnes se mirent en route, reprenant avec la Trotskyist League/Ligue trotskyste et le Partisan Defense Committee (PDC) « Stoppons les nazis, c'est le moment ! Les travailleurs, les minorités en ont le pouvoir ! » Quand les 500 manifestants approchèrent de l'hôtel, la poignée de fascistes se terra dans une ruelle adjacente. Poursuivis par les manifestants, les nazis sautèrent par-dessus murs et clôtures et s'enfuirent dans la nuit.

« C'était une victoire », déclara la porte-parole du PDC Miriam Scribner. « Ce qui s'est passé ce soir apporte la preuve du bien-fondé de notre appel à une mobilisation de masse, centrée sur les syndicats, pour balayer les fascistes des rues. » Après la fuite de Hitler à la petite semaine, la TLC/LTC a ensuite conduit une partie des manifestants au centre-ville pour fêter cette victoire, aux cris de « Bas les cagoules ! Bas les robes ! Nous avons chassé les fascistes des rues ! »

Sous le titre « Des racistes skinheads partisans de la domination blanche s'enfuient d'un hôtel », le quotidien Vancouver Sun écrivait : « Tandis que des milliers d'antiracistes manifestaient devant l'hôtel Century Plaza, un petit groupe de skinheads partisans de la domination blanche s'échappaient comme des proies terrifiées par une porte dérobée. » Les flics se sont vengés en arrêtant deux manifestants antifascistes et en les menaçant d'inculpation, entre autres pour port d'« armes » et de masque ! Levée de toutes les inculpations pesant sur les manifestants antifascistes !

« Tous dans la rue pour stopper les fascistes »

Le rassemblement qu'a tenté de tenir le « Liberty Net » était une menace mortelle pour tous les travailleurs et les minorités ethniques de Vancouver. Les terroristes racistes ont perpétré des atten-



Syndicalistes, membres des minorités ethniques, étudiants s'étaient rassemblés devant l'Art Gallery de Vancouver pour stopper les fascistes.

tats à la bombe incendiaire contre les domiciles de familles originaires du sous-continent indien et de familles de la communauté chinoise ; ils ont aussi brûlé une croix devant la maison d'immigrés iraniens. Une synagogue et un cimetière juif ont été profanés avec des slogans nazis et des croix gammées ; une librairie homosexuelle a été la cible d'un attentat à la bombe. Les skinheads de « White Aryan Resistance » (WAR) de Metzger ont assassiné sauvagement un Ethiopien dans l'Etat de l'Oregon en 1988. Et maintenant, les fascistes annonçaient une provocation à l'Art Gallery, lieu traditionnel des manifestations de gauche et ouvrières dans cette ville.

Le PDC, organisation de défense légale et sociale associée à la TLC/LTC, a réagi en lançant le 11 janvier un appel urgent aux organisations ouvrières et aux organisations des minorités ethniques pour faire une « démonstration massive, disciplinée, de la puissance ouvrière, mobilisant les minorités et toutes les victimes désignées des fascistes – à l'endroit et au moment où les fascistes disent qu'ils ont l'intention d'être [...]. Stopper cette provocation nazie est une question de survie élémentaire. » Cet appel rencontra un réel

écho à Vancouver – une ville où les syndicats sont solidement implantés, qui compte des dizaines de milliers de travailleurs originaires d'Inde et du reste de l'Asie.

Deux jours plus tard, la British Columbia Organization to Fight Racism (BCOFR) publiait un communiqué de presse qui appelait à un « rassemblement antiraciste » à l'Art Gallery, pour « dire non à WAR ». Ce rassemblement de la BCOFR, soutenu par la direction du Vancouver and District Labour Council [conseil syndical de Vancouver et de sa région], n'était pas appelé pour stopper les terroristes nazis mais était présenté uniquement comme une « alternative à la visite annoncée » de Metzger.

Déterminés à assurer que l'indignation contre la terreur fasciste ne serait pas dévoyée dans un impuissant festival de bavardages, les partisans de la TLC/LTC et du PDC ont distribué 30 000 exemplaires d'un tract de mobilisation ; ils sont aussi intervenus dans des réunions syndicales et devant les communautés immigrées partout dans la ville. « Tous ensemble pour stopper les fascistes ! », proclamait le tract de la TLC/LTC, qui ajoutait : « Des cortèges syndicaux officiels,

sous leurs propres bannières, marchant ensemble, aux côtés des Indiens, des Chinois, des Japonais, des Noirs, des Autochtones, des Juifs, des homosexuels et des socialistes, peuvent faire en sorte que ce « rassemblement » nazi n'ait jamais lieu et que cette racaille soit balayée des rues. »

Des commerçants indiens ont affiché le tract dans leur vitrine. Des étudiants de l'University of British Columbia, de la Simon Fraser University et du Langara Community College en ont emporté des piles pour les distribuer.

La section locale de Vancouver du syndicat des postiers du Canada a approuvé par un vote unanime l'appel de la TLC/LTC et du PDC, publié un tract appelant à une mobilisation syndicats/minorités et envoyé à la manifestation une équipe expérimentée de syndicalistes. La section locale 500 de l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union [syndicat des dockers] a publié également un tract, placardé dans tout le port, qui appelait les dockers à « tous se mobiliser pour stopper les fascistes » et à « rejoindre le cortège de la Trotskyist League/Partisan Defense Committee ! » (tout en s'associant à la direction du conseil syndical pour demander au gouvernement de stopper Metzger). Une solide équipe de dockers était présente sur place, ainsi que des camionneurs et des pilotes de remorqueurs de deux sections locales de la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres services. Déclarant qu'ils étaient venus « pour marquer un certain point ici », un responsable syndical exprima la détermination largement partagée à ne faire qu'une bouchée des nazis : « Nous les stopperons s'ils se montrent. »

D'autres cortèges syndicaux avaient été envoyés par la section locale 1-357 du syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique-Canada, la section locale 391 du syndicat canadien de la fonction publique, la section locale 1 du Telecommunications Workers Union [syndicat des



La banderole de la TLC/LTC dans le rassemblement: « Mobilisons les syndicats/minorités pour écraser le Klan ! »